



de la migration au développement

Les leçons tirées des expériences des autorités locales

Condensé du Rapport



La Participation et la Coopération des Autorités Locales

Cette publication fait partie des activités de la Participation et la Coopération des Autorités Locales dans le cadre de la 'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement CE-ONU.

Les activités de la Participation et la Coopération des Autorités Locales dans le contexte de l'ICMD sont mises en œuvre par un partenariat entre entités publiques et privées, et dirigé par la Fédération Valencienne des Communes et des Provinces.

Ses membres actifs sont Nomisma, la région de l'Emilie-Romagne, le CRESM et la Lai-momo, ainsi que les réseaux des autorités locales C2C et ELAI.

Note

Cette publication a été rédigée avec l'aide de l'Union Européenne grâce à l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement CE-ONU. Son contenu ne reflète pas en aucun cas *être considéré comme une représentation des opinions de l'Union Européenne, de l'OIM ou des Nations Unies, y compris le PNUD, l'UNFPA, l'UNHCR et l'OIT, ni celles de leurs états membres.*

Les avis ci-dessous sont l'opinion des auteurs et ne peuvent être attribués ni aux autorités locales ni aux associations d'immigrés qui se sont impliquées à la préparation du processus participatif qui a influencé ce rapport.

Table de Matières

Avant-propos	4
Introduction	5
1. La contextualisation de l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement CE-ONU	7
1.1 <i>La migration et le développement aujourd'hui</i>	7
1.2 <i>L'Initiative Conjointe: un partenariat pour les acteurs locaux</i>	8
2. Une approche ascendante: la dimension locale de la migration et du développement	9
2.1 <i>Les raisons pour lesquelles les interventions devraient aussi être locales</i>	9
2.2 <i>La relation entre la migration, l'intégration et le développement</i>	9
3. Les autorités locales et la mobilité humaine comme facteur possible du développement.....	11
3.1 <i>La migration et le développement: un nouveau défi pour les autorités locales (presque)</i>	11
3.2 <i>Tous ensemble – les autorités locales: les partenariats horizontaux et verticaux</i>	13
4. Un voyage à travers les expériences locales	14
4.1 <i>Comment rendre pertinents les envois de fonds à l'étranger pour le développement de la communauté</i>	14
4.2 <i>Comment renforcer les capacités</i>	15
4.3 <i>Comment habiliter les communautés de migrants</i>	16
4.4 <i>La protection des droits de migrants</i>	18
5. Analyser l'expérience des autorités locales: études de cas.....	20
5.1 <i>L'expérience de Cartaya: la gestion des travailleurs saisonniers entre le Maroc et l'Espagne</i> ..	20
5.2 <i>De Boulogne à Craiova: La réussite d'un programme de retour pour les Roms</i>	22
5.3 <i>S'impliquer dans la vie des migrants pour relier les tendances d'intégration et de développement. Une étude de cas à Madrid</i>	24
5.4 <i>La construction de réseaux: l'expérience de la région de Veneto en ce qui concerne la gestion de la migration de travail</i>	26
5.5 <i>La défense des droits afin d'améliorer la stratégie de développement dans la municipalité de Cuenca, en Equateur</i>	28
5.6 <i>Les communautés de migrants sénégalais: CONFESEN construit des partenariats pour le développement</i>	30
5.7 <i>Tres por Uno au Mexique. L'investissement conjoint des diasporas et des gouvernements du pays d'origine</i>	32
6. Les bonnes pratiques – quelles leçons à en tirer?	34
7. La contribution des politiques dans un proche avenir	36

Avant-propos

En tant que Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a souligné dans son discours d'ouverture pendant le Forum Mondial sur la Migration et le Développement en 2008, qu'établir des liens entre la migration et le développement peut créer une 'triple victoire' pour les migrants – pour les pays d'origine des migrants, pour les pays de destination, et pour les migrants eux-mêmes. L'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement, Commission Européenne – Nations Unies (ICMD CE-ONU), est un projet d'une durée de 3 ans et d'un budget de 15 millions d'euros, qui est financé par la Commission Européenne et exécuté par le PNUD en partenariat avec l'OIM, l'OIT, l'UNFPA et l'UNHCR. Elle est un exemple de comment ces triple victoires s'obtiennent : en soutenant les acteurs locaux – les autorités locales et les groupes non-étatiques – dont la contribution à consolider les liens entre la migration et le développement est décisive.

L'ICMD CE-ONU apporte un total de 10 millions d'euros de subventions aux 54 consortiums qui exécutent des projets, créant ainsi des liens entre les 16 pays cibles (l'Algérie, le Cap-Vert, l'Equateur, l'Égypte, l'Ethiopie, la Géorgie, le Ghana, la Jamaïque, le Mali, la Moldavie, le Maroc, le Nigeria, les Philippines, le Sénégal, le Sri Lanka et la Tunisie) et les Etats-Membres de l'Union Européenne. L'ICMD CE-ONU, lancée en 2008, est un bon exemple du partenariat stratégique CE-ONU dans le domaine de la migration et du développement, profitant de la dynamique créée par la myriade d'initiatives mise en place dans toute l'Europe. Les autorités locales, au nord comme au sud, ont pris l'initiative de faire ces projets, mettant l'accent sur la façon dont laquelle la migration et le développement ont lieu au niveau local d'une manière souvent étonnante. En France, les associations de migrants provenant de la région Kayes au Mali, qui sont organisées selon le village et la municipalité d'origine, ont

encouragé et soutenu la décentralisation dans cette zone.

L'une des leçons premières qui a été tirée des projets financés par l'ICMD CE-ONU et des échanges de la communauté de pratique en ligne, M4D-Net (www.migration4development.org), est que, dans les régions où les autorités locales sont partenaires du projet, celles-ci jouent un rôle décisif dans la réussite de l'initiative. Ceci grâce à leurs bonnes relations avec les communautés de migrants au nord et car leur participation au sud garantit que les projets soient en accord avec les besoins locaux de développement. Comme ce rapport le souligne, les efforts des autorités locales ont été les plus efficaces là où la décentralisation a renforcé le rôle qu'elles jouent, comme c'est le cas de Cartaya, en Espagne. Là-bas, un programme de migration circulaire mise en place entre l'Espagne et le Maroc pour gérer les migrations causées par le travail temporaire dans le secteur agricole. Au Sénégal, les agences régionales de développement rédigent des stratégies qui prônent une approche participative entre les communautés locales et particulièrement, les membres de la diaspora à l'étranger.

Ceux qui se concentrent sur la migration et le développement souvent négligent le fait que les flux migratoires n'ont pas tendance à être entre le pays d'origine et de destination, sinon entre les régions de départ et les pays d'accueil, par exemple la majorité des Tunisiens de la région de Mahdia, qui vont rejoindre leurs compatriotes dans la province sicilienne de Trapani. Ce rapport, écrit par le consortium des autorités locales européennes et financé par l'ICMD CE-ONU, est donc une tentative préliminaire qui vient au moment opportun d'analyser le rôle clef que les autorités locales jouent dans le domaine de la migration et le développement.

*Cécile Riallant
Responsable de l'Initiative Conjointe pour la
Migration et le Développement, Commission
Européenne-Nations Unie*

Introduction

Chacun d'entre nous a une pièce du puzzle de la migration, mais personne ne connaît l'image finale. Il est grand temps de l'assembler. Nous avons une occasion importante de le faire, en identifiant et en partageant les nombreuses expériences de gestion de la migration qui ont lieu en ce moment partout dans le monde.¹

Les gouvernements actifs à tous les niveaux dans les pays d'origine apprennent à mettre en place des instruments politiques et techniques, dont le but est que les citoyens à l'étranger puissent mieux aider leurs communautés d'origine. En outre, les sociétés de

destination sont de plus en plus disposées à prendre en compte les avantages que la migration leur offre en matière de développement, et ce grâce à la présence des communautés de migrants dans leurs territoires : accueillir du monde chez soi est un atout important pour équilibrer le marché du travail, relancer l'entrepreneuriat et améliorer la compétitivité globale.

Cependant, le paradigme du développement est une approche relativement nouvelle dans la gestion de la migration, et malgré une sensibilisation de son importance, les connaissances sont dispersées et on ne sait pas encore comment augmenter les avantages offerts par la migration au développement



Foire des connaissances sur la migration et le développement. Bruxelles, Décembre 2008

¹ Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies sur la Migration et le Développement, Dialogue du Haut Niveau sur la Migration Internationale et le Développement, Assemblée Générale des Nations Unies, 14-15 septembre 2006.

Cela concerne en particulier le niveau local du gouvernement. Les organisations internationales et les gouvernements nationaux se sont de plus en plus impliqués dans le dialogue global et dans le travail d'analyse, n'accordant pas la même attention à la contribution des autorités locales.

Depuis des années, un bon nombre d'autorités locales s'engagent activement à unir la migration et les tendances de développement, mais l'accès à leurs expériences n'est pas systématisé et la plupart d'elles restent inaccessibles.

Certains programmes pour la migration locale fonctionnent bien tandis que d'autres ne réussissent pas. Ce rapport examinera l'expérience des autorités locales afin de comprendre les raisons, et de ce fait partager les connaissances.

La présentation du rapport

Les membres de l'équipe de la Participation et la Coopération des Autorités Locales dans le cadre de l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement CE-ONU (ci-après 'l'ICMD CE-ONU') ont fait un effort considérable pour réunir toute l'information des autorités locales européennes et non européennes, mettant l'accent sur les 16 pays en voie de développement qui sont les principaux bénéficiaires de l'ICMD CE-ONU.² Ce rapport est le résultat d'un inventaire d'expériences élaboré avec la participation directe des autorités locales. Il leur a été demandé de nommer les initiatives qui ont joué un rôle positif et efficace, pouvant être une source d'inspiration pour les autres autorités locales dans un contexte différent.

Ce rapport est thématique et centré sur les quatre priorités choisies pour l'ICMD CE-ONU, celles-ci correspondent aux domaines clés de l'intervention internationale pour la

migration et le développement.

Les quatre priorités sont : l'importance des envois de fonds dans le pays en voie de développement, les communautés de migrants, l'importance d'investir dans les capacités des migrants, et l'importance d'assurer que les droits des migrants soient garantis à chaque étape du processus migratoire.

L'approche du rapport

Le but final de ce rapport est d'offrir aux autorités locales, dans les pays d'origine comme de destination, une référence utile pour la création et la mise en place d'initiatives efficaces pour la migration et le développement. Il vise aussi à encourager de nouvelles idées politiques.

Ce rapport parle de la gestion de migration locale et de sa relation avec le processus de développement. Il ne vise pas à expliquer l'impact de la migration sur le développement : il serait difficile d'isoler les effets spécifiques de la migration sur les tendances en cours du développement, car elles sont toujours le résultat des facteurs sociaux, culturels et économiques.

Pour élaborer ce rapport on a donc décidé de réunir les informations qualitatives des expériences des autorités locales, au lieu d'essayer d'évaluer l'impact à long terme des différentes initiatives.

De la même façon, ce rapport n'a pas organisé les initiatives des autorités locales selon les groupes cibles, mais plutôt selon l'approche des initiatives.

Le rapport a donc mis l'accent sur la collecte d'informations qualitatives et le processus participatif, qui a impliqué les acteurs locaux dans l'analyse des expériences des autorités locales.

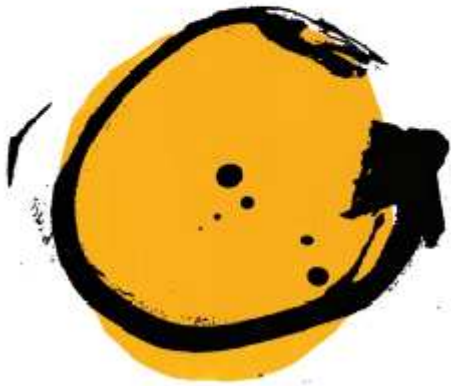
Ce travail est le résultat d'un processus consultatif dans lequel les autorités locales ont souligné quelles mesures il faut prendre dans un proche avenir.

² Le Maroc, La Tunisie, l'Algérie, l'Égypte, le Cap.-Vert, le Nigeria, le Ghana, le Mali, le Sénégal, l'Éthiopie, l'Équateur, la Jamaïque, la Géorgie, la Moldavie, le Sri Lanka et les Philippines.

1

II La contextualisation de l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement CE-ONU

MIGRATION
FOR DEVELOPMENT



1.1 La migration et le développement aujourd'hui

Quand on dit 'la migration', on fait référence à un phénomène complexe et très variable, dont les connotations et les résultats peuvent être ambigus pour les communautés d'origine et de destination. Les trajets suivis par les migrants ont pour résultat des liens plus proches et plus nombreux partout dans le monde: un processus à multiples facettes qui possède des défis et des occasions.

Le potentiel de la migration pour le développement peut être énorme, comme cela a été démontré pendant la dernière décennie par les érudits et les décideurs politiques, mais les gouvernements comme les sociétés civiles s'inquiètent des conséquences économiques et sociales que la croissance de la mobilité humaine et du travail implique pour les communautés d'origine et de destination.

Leurs points de vue diffèrent, et alors que l'opposition est parfois influencée par des intérêts politiques, le travail des érudits a démontré qu'il n'existe pas une seule vérité en ce qui concerne les implications économiques et sociales de la migration.

La migration peut être un levier important pour les pays d'origine dans la lutte contre la pauvreté et pour renforcer la cohésion sociale. Toutefois, il est possible que les économies du pays d'origine qui dépendent trop des envois de fonds de l'étranger, voient une augmentation des inégalités entre les familles émigrées et non-émigrées, ainsi qu'entre des zones géographiques différentes d'un même pays. De plus, une proportion importante des envois de fonds ne s'effectuent pas via les circuits officiels des transferts d'argent, et tous ne sont pas disponibles pour le développement de la communauté. Les économies liées aux envois de fonds encouragent les gens à se lancer dans une aventure entrepreneuriale mais les analyses suggèrent que ces économies ne sont pas souvent investies, créant ainsi un surplus financier, qui crée parfois l'inflation au lieu du développement. De la même façon la migration internationale signifie la perte des ressources humaines dont les coûts d'éducation ont été payés par les pays d'origine.

Les communautés de destination, de leur côté, connaissent une contribution importante à la richesse locale, aux besoins du marché du travail, à la consommation locale et au capital humain – mais elles s'inquiètent souvent de la menace que représente la migration pour la cohésion sociale, au lieu de se rendre compte de la valeur que leur apporte le capital humain étranger.

L'exploitation de la migration pour le développement

La migration ne génère pas automatiquement le développement. Cette affirmation est vraie parce que la décision d'émigrer est privée et les ressources que les migrants mobilisent sont privées. Or, celles-ci ne sont pas immédiatement ou nécessairement disponibles pour déclencher les processus du développement local.

Les bénéfices de la migration dépendent en grande partie de l'efficacité des instruments politiques et techniques mis en place pour exploiter les avantages.

Au cours de la dernière décennie, les acteurs du développement et les sociétés civiles ont eu un aperçu de la relation entre la migration et le développement, pendant qu'en parallèle on a développé des nouveaux concepts pour soutenir les approches innovatrices.

Les acteurs locaux ont joué un rôle important dans ce processus.

Pendant la cérémonie de signature du contrat de subvention de l'ICMD CE-ONU, le 13 octobre 2009, Mathieu Lafrechoux, le coordinateur du programme du Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural, a expliqué que : étant donné que la décentralisation n'existe pas dans l'ouest de l'Afrique, les migrants avec qui on travaillait sont les participants clefs de toutes les initiatives dans les régions marginalisées, où il n'y a pas d'autorités locales. Cette ONG française qui réalise du travail de développement dans des pays tels que le Mali, le Sénégal et la Mauritanie (dans le bassin de la rivière du Sénégal) en collaboration avec les autorités locales, les associations de migrants et les migrants qui vivent en France. Les associations de migrants étaient conscientes de ces problèmes, et ont décidé de créer des fédérations entre les différentes associations en France, et de créer des fédérations

jumelles au sud. Ce mouvement a conduit au développement d'une société civile très active, qui finira par se montrer indépendante et autonome par rapport aux mouvements des associations de migrants. Sans les migrants, les autorités locales n'auraient jamais émergées. Plusieurs villages sont devenus des municipalités grâce aux associations créées par les migrants.

Faire des efforts pour améliorer le lien entre la migration et les politiques de développement n'est pas nouveau dans le débat global. Les Nations Unies et ses agences spécialisées, ainsi que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ont apporté une contribution importante à cet objectif. Cependant, l'Union Européenne est la première à vouloir donner de l'importance aux acteurs locaux : une sagacité qui a amené l'UE à financer l'ICMD CE-ONU en 2008.

1.2 L'Initiative Conjointe: un partenariat pour les acteurs locaux

L'investissement de l'Union Européenne dans l'ICMD CE-ONU est la reconnaissance de la contribution des acteurs locaux à rendre concrets les avantages de la migration et du compromis pour soutenir les actions des acteurs locaux, des autorités locales et des sociétés civiles.

Le concept entier de l'ICMD CE-ONU se fonde sur le fait que les flux migratoires dans et entre des territoires spécifiques. Son but est : de soutenir les acteurs à petite échelle au sud et au nord – les autorités locales, les ONGs et les groupes de diaspora - d'utiliser la migration comme agent pour le développement, en les aidant à faire des actions plus efficaces, et à sensibiliser aux bonnes pratiques en matière de migration et de développement.

2 Une approche ascendante: la dimension locale de la migration et du développement

2.1 Les raisons pour lesquelles les interventions devraient aussi être locales

La migration mobilise le capital social, économique, celui produit par le travail, ainsi que les connaissances et les capacités. Ces facteurs créent une dynamique qui est efficace pour inciter les communautés dans des pays différents à se joindre aux processus de développement. D'après ce raisonnement, les flux migratoires ne sont pas qu'une conséquence de l'interdépendance entre les pays mais sont aussi une voie pour différents types d'échange.

Les possibilités que nous offrent les voyages et la communication ont fait obsolètes la notion d'un départ permanent. Il est possible qu'un nombre croissant de personnes quittent leur pays d'origine, de façon permanente ou temporaire, et, en le faisant, facilitent les interactions entre les régions sur leurs voies migratoires.

Il est trop facile de dire que la migration a lieu simplement entre les pays d'origine et de destination, car les migrants de la même ville natale ont tendance à se regrouper dans les mêmes régions du pays d'accueil. Cela n'est qu'un paradoxe en apparence : la dimension locale est inhérente à la migration internationale.

Le 2 décembre 2008, quelque 300 représentants des autorités locales et régionales venues de partout dans le monde se sont réunis avec des représentants des institutions européennes à un événement organisé à Bruxelles par la Comité des régions en collaboration avec la Commission Européenne.³ Il a été une véritable

occasion pour que les autorités locales et régionales soulignent leur position unique d'encourager des réseaux coopératifs entre les différentes communautés et régions locales au nord et au sud. On a soulevé le problème de la migration à plusieurs reprises.

Les autorités locales se trouvent au premier plan pour faire face aux transformations et aux occasions qu'offre la migration. Dans certains cas ce sont les acteurs locaux qui ont saisi eux-mêmes ces occasions, en évaluant les expérimentations politiques ayant pour but de relier de façon efficace la migration et le développement. Malgré le fait que tous ces efforts n'aient pas eu de résultats constructifs, des autorités locales créatives ont parfois mis en place des projets novateurs, en prévision des débats nationaux et internationaux.

2.2 La relation entre la migration, l'intégration et le développement

La relation entre la migration, l'intégration et le développement n'est pas toujours claire : l'intégration réussie des migrants est souvent considérée comme avantageuse surtout pour les individus concernés et la société des pays d'accueil. Néanmoins, les pays d'origine peuvent aussi profiter de l'intégration réussie de leurs citoyens dans les sociétés d'accueil. Plus un migrant a un milieu stable qui le soutient, plus la capacité des migrants à contribuer aux processus de développement augmentera dans leurs communautés d'origine ainsi que dans leurs pays de résidence.

Cette approche de l'intégration est un aspect de plus en plus primordial pour une gestion efficace de la migration, en obligeant les pays d'origine et de destination à collaborer ensemble à la mise en place des approches intégrées des politiques qui lient la migration à la

³ Bulletin N°. 3 M4D/Autorités locales décembre 2009.

mobilité du travail, à la coopération pour le développement, au commerce et à l'investissement.

Les gouvernements, gouvernements locaux inclus, fonctionnent avec des contraintes et ont des opportunités différentes, dont certaines sont provoquées par la migration. Il faut étudier les interventions politiques dans le contexte de la globalisation, de la mobilité croissante, et des tendances migratoires variables, elles exercent toutes des contraintes différentes sur la création et la mise en application des politiques.

L'une des questions les plus importantes en ce qui concerne la relation entre la migration et le développement pour les gouvernements dans les pays de destination est la suivante : pour les pays d'origine et les migrants, comment rapprochons-nous les objectifs possibles du développement, en permettant la migration circulaire et les retours, avec le besoin d'intégrer les migrants peu à peu dans la société?

Le caractère transnational des communautés de migrants de nos jours les a fait s'identifier à leurs sociétés d'origine ainsi qu'à celles de destination.

Les associations de migrants sont souvent très actives comme vecteurs d'intégration pour les groupes de migrants dans la société d'accueil, elles facilitent également les investissements dans les pays d'origine.

Selon l'organisme gestionnaire de COS-RMH - centre régional pour la coopération internationale au Pays Bas qui soutient depuis quatre ans 250 organisations de migrants pour le développement de leurs communautés natales - faire participer les communautés de migrants à deux projets pour le développement les aide à s'intégrer dans la société d'accueil. Selon lui, il existe deux raisons principales pour lesquelles le transnationalisme pourrait renforcer l'intégration : la première, pour lever des fonds pour leurs activités transnationales, les migrants doivent améliorer leurs compétences linguistiques et leurs connaissances des règles locales – deux aspects importants de l'intégration ; deuxièmement, pour créer des projets internationaux de coopération, les organisations de migrants doivent coopérer avec les autres groupes locaux – une manière de promouvoir l'interaction entre les natifs et les étrangers.

3

Les autorités locales et la mobilité humaine comme facteur possible du développement



3.1 La migration et le développement: un nouveau défi pour les autorités locales (presque)

Tout d'abord, il est important de se mettre d'accord sur une définition commune du terme autorité locale, une catégorie immense qui inclut une grande variété de niveaux subnationaux et de branches gouvernementales, c'est-à-dire les communes, les communautés, les districts, les comtés, les provinces et les régions. Comme l'a dit l'Union européenne, le terme autorité locale englobe plusieurs acteurs différents à tous les niveaux. En Europe, les autorités locales incluent plus de 91.000 communes, 1.150 districts, comtés et provinces, et plus de 100 organismes régionaux.⁴

La proximité des autorités locales avec leurs circonscriptions, leurs expérience directe de la mise en application des politiques, leur capacité à entamer le dialogue entre plusieurs actionnaires, participation et de

promouvoir la prise conjointe de décisions, ainsi que les compétences qu'elles ont développées en matière de stratégies de développement territorial, font d'elles des acteurs importants en matière de migration et de gestion du développement dans les pays d'origine, de transit et de destination. Les raisons pour lesquelles les approches de la migration et du développement sont si différentes entre les autorités locales dépendent de plusieurs facteurs. L'identification de ces facteurs pourrait être utile pour comprendre pourquoi dans certaines régions et certains pays, les autorités locales sont plus actives en ce qui les pratiques en faveur de la migration et du développement.

Quelques-unes des caractéristiques les plus influentes qui élargissent les compétences des autorités locales dans ce domaine concernent l'étendue de la décentralisation déjà en place, l'hétérogénéité considérable du mandat, le financement et les fonctions des gouvernements locaux dans chaque pays et entre eux⁵, et – très important – le fait que la migration et le développement sont

⁴ Conseil des communes et régions d'Europe: *L'Etat des gouvernements locaux et régionaux d'Europe 2006/2007*

⁵ Communication de la Commission (2008) 626, Les autorités locales. Acteurs pour le développement.

considérés et traités comme des domaines différents à la politique, ce qui a souvent comme résultat des compétences et des responsabilités indéfinies dans les administrations.

On peut définir les autorités locales les plus dynamiques comme celles qui adoptent une approche proactive en matière de questions liées à la migration et au développement et qui ont la capacité d'organiser et d'exécuter directement des actions encourageant la relation entre la migration et le développement. Elles possèdent souvent un certain niveau de fonctions et de pouvoirs au niveau local, grâce aux processus de décentralisation politique et administratif.

L'efficacité des interventions des autorités locales est étroitement liée au niveau de décentralisation administrative mis en place.⁶ Le décentralisation a un impact sur la possibilité et la capacité des autorités locales à intervenir directement dans la prise de décisions et dans leur mise en oeuvre et ce dans n'importe quel domaine politique. Dans les situations où, par exemple, le besoin de main d'œuvre étrangère se fait sentir, les autorités locales entament des politiques pour optimiser l'influx de travailleurs migrants, en ayant parfois recours à des approches innovantes. Les entretiens avec les autorités locales ont souligné un autre aspect qui pourrait être important pour expliquer les différences de résultats : il est possible que certaines se sentent trop intimidées pour s'engager dans la migration et le développement, étant donné c'est un nouveau champ d'action qui exige une nouvelle approche ainsi que des méthodes innovatrices, et quelles manquent de connaissances en matière de tendances migratoires actuelles et comportement des migrants.

D'ailleurs, les effets de la migration sur les sociétés exigent une approche adaptative et subtile en ce qui concerne la pensée politique. Quand elles sont conscientes des

dynamiques et des routes migratoires, les autorités locales ont tendance à jouer un rôle plus important en matière de migration et de développement. Cependant, toutes les autorités locales ne partagent pas le même niveau de préparation et d'ouverture dans leurs tentatives à lier la migration au développement.

La nécessité de renforcer la capacité des autorités locales est un sujet récurrent dans le Réseau des autorités locales et c'est l'objectif principal d'un projet de l'ICMD CE-ONU, financé par la Lettonie et la Géorgie avec la participation des Associations nationales des autorités locales des deux pays.

Enfin, l'activisme et l'efficacité dépendent aussi de la disponibilité des ressources adéquates pour garantir que le processus de la prise de décisions et leur mise en place soit exécuté, surveillé, amélioré et englobé de façon efficace.

Dans les administrations européennes, ce sont essentiellement les services de financement décentralisés qui se sont engagés à exploiter le potentiel de migration pour les pays en voie de développement. L'efficacité de ces services de financement dépend dans sa quasi-totalité des ressources à sa disposition, du budget de l'administration ou de l'absorption des fonds extérieurs.

Alors qu'il existe des indications que les autorités locales octroient des ressources financières importantes au développement, les distributions du financement direct ne sont pas faites uniquement par certains grands organismes régionaux. Les donateurs les plus importants parmi les autorités subnationales en Europe sont les états fédérés d'Allemagne, les communautés autonomes espagnoles et des régions de Belgique et de France telles que la Rhône-Alpes et l'Île de France (Communication de la Commission Européenne: Les autorités locales comme acteurs pour le développement).⁷

⁶ Selon la Banque mondiale, la décentralisation est définie comme le transfert de l'autorité et de la responsabilité pour les fonctions publiques du gouvernement central aux gouvernements locaux ou aux organisations gouvernementales quasi-indépendantes et/ou le secteur privé

⁷ Commission Européenne (2008) 626, Les autorités locales: acteurs pour le développement.

Les autorités locales moins actives, de leur côté, ont constaté que la présence d'acteurs privés engagés et de leaders locaux reconnus parmi la communauté d'émigré, ainsi que les expériences des initiatives (souvent) nouvelles ou à petite échelle visant à capitaliser les ressources des migrants pour le développement, ont des conséquences positives et pouvait encourager l'activisme des administrations locales. Les autorités locales et les actionnaires, jusque très récemment non concernés, ont augmenté leur engagement et l'approche politique en soutenant les idées locales. De cette façon, l'établissement d'une bonne communication horizontale et verticale, l'exposition à d'autres expériences, l'importance croissante de la migration dans la politique de cohésion sociale sont tous devenus des éléments fondamentaux pour la sensibilisation et l'action croissantes des autorités locales.

3.2 Tous ensemble – les autorités locales: les partenariats horizontaux et verticaux

La migration est un phénomène qui touche plusieurs domaines et qui a des effets sur la viabilité globale et sur la capacité du développement d'un territoire.

Les questions et les défis auxquels les communautés locales font face sont souvent complexes et ont besoin d'une approche holistique pour les résoudre: la migration et le développement ne sont pas différents. Il est important que le lien entre la politique et la migration soit plus cohérent et que les autres domaines politiques (tels que le marché du travail, le développement local et régional, l'entrepreneuriat, l'intégration sociale) soient mis en avant pour que l'on puisse développer la capacité d'administration en général, et mettre en place des objectifs en matière de migration et de développement.

La gestion de la migration doit être compréhensive, non seulement en ce qui concerne les questions qu'elle traite, mais aussi la participation des acteurs. Pour garantir la réussite des processus de développement, il est très important que plusieurs acteurs participent, travaillant ensemble, créant ainsi une approche conjointe pour obtenir leurs objectifs communs en matière de développement. En plus, une coordination et une cohérence améliorée en ce qui concerne les objectifs des politiques de migration et de développement seraient utiles pour identifier et répartir les ressources nécessaires de façon efficace.

Pour cela les autorités locales devraient promouvoir, non seulement les partenariats verticaux avec les autres échelons du gouvernement, mais aussi les partenariats horizontaux en collaboration avec les autres acteurs au même niveau.

La coopération verticale et interinstitutionnelle est particulièrement importante si les autorités locales veulent réussir les échanges avec leurs homologues des autres pays, car le dialogue transnational n'a guère lieu entre personnes du même niveau. Cela peut s'expliquer car le niveau de décentralisation est inégal ou parce que l'efficacité de la coopération correspond à des niveaux différents de compétence.

Le développement d'une approche compréhensive de la migration, qui encourage et comprend les partenariats efficaces, est un atout important pour l'amélioration des interventions en matière de migration et de développement.

L'une des faiblesses identifiées par les autorités locales est l'absence d'une coordination efficace au sein de l'administration et avec les autres acteurs.

Ghana, en attendant le retour des pêcheurs. Photo par Igina Schraffi



4 Un voyage à travers les expériences locales

Les initiatives promues par les administrations publiques ne sont pas nombreuses, et se concentrent sur les aspects différents de la migration et du développement. Elles s'intéressent à la mobilisation des ressources économiques des migrants pour l'usage productif dans leur pays d'origine, aux programmes de recrutement, à ceux de retour volontaire, aux partenariats pour le développement communautaire, à la formation et à l'éducation.

Dans cette partie on a organisé (selon les quatre priorités de l'ICMD CU-ONU), les expériences des autorités locales qui ont été identifiées pendant le processus d'évaluation de leurs homologues. Les envois de fonds, les capacités, les communautés et les droits.

4.1 Comment rendre pertinents les envois de fonds à l'étranger pour le développement de la communauté

Les envois de fonds des travailleurs migrants sont devenus une source importante de revenu pour bon nombre de pays, dont les flux sont souvent plus grands que la valeur totale des investissements directs étrangers et l'aide officielle au développement.

Les gouvernements dans les pays d'origine font face au défi d'exploiter l'impact positif sur le développement des envois de fonds, tandis qu'il leur faut garantir à la fois que ces envois de fonds n'ont pas comme résultat une augmentation des inégalités entre les familles.

Au cours des dernières années, on a atténué les craintes de possibles conséquences négatives des envois de fonds pour les pays destinataires : plusieurs études ont analysé l'impact quantitatif et qualitatif des envois de fonds sur les investissements sociaux des familles bénéficiaires, surtout en matière de santé et en frais d'éducation.

Parmi les possibles efforts concrets pour améliorer l'effet des envois de fonds sur le développement, on constate des efforts pour réduire les coûts des transferts de fonds et les campagnes de motivation visant à encourager les migrants à investir dans leur pays d'origine. De cette manière, les envois de fonds peuvent se diriger vers les programmes d'investissement, lesquels aideront les plans de développement communautaires, profitant ainsi, non seulement aux familles qui reçoivent les envois de fonds mais aussi à la communauté dans son ensemble.

Le rôle des autorités locales est important parce qu'elles servent d'intermédiaires entre les banques et les autres acteurs privés pour les besoins du développement communautaire.

Les associations de migrants elles aussi jouent un rôle important, en aidant à allouer une partie des économies des migrants individuels à un projet pertinent pour la communauté : par exemple, les projets d'investissement productif ou le financement à petite échelle de l'infrastructure locale, ont démontré que le soutien des autorités locales s'est avéré être un atout.

La réduction des coûts de transferts de fonds et la production d'investissements: le Fons Català de Cooperació al Desenvolupament⁸ – une organisation de coordination qui englobe plus de 280 communes en Catalogne – a commencé le programme REDEL. Ce programme vise à réduire les coûts de transferts et fournit formation et assistance technique aux nouvelles entreprises au Sénégal pour que les associations de migrants en Catalogne et les communautés locales au Sénégal puissent maximiser les avantages potentiels des envois de fonds.

⁸ www.fonscatal.org

La garantie et la formalisation de transferts: en 2005, la région de Sicile et la Banca Antonveneta, en partenariat avec la Banque Internationale Arabe de Tunisie, ont offert aux migrants en Italie la possibilité d'ouvrir un compte bancaire par lequel leur famille en Tunisie pouvait recevoir et retirer les envois de fonds.

Les investissements des diasporas dans les régions d'origine: le programme Tres por Uno⁹, a été mis en œuvre dans l'état de Zacatecas avant de s'étendre aux autres états mexicains, c'est une politique d'abondement, dans laquelle les gouvernements fédéraux, d'état et locaux contribuent un dollar pour chaque dollar offert par les migrants mexicains aux Etats-Unis. En 2004, les gouvernements fédéraux, d'état et locaux en Mexique ont mis à la disposition \$60 millions pour égaler les contributions des migrants de \$20 millions.

La réponse des envois de fonds aux besoins communautaires: Le programme United in Solidarity du Salvador a été inspiré par le mexicain Tres por Uno mais il a créé sa propre approche. Il est né du résultat de la collaboration directe entre les migrants, les autorités locales et les ONGs. La communauté destinataire participe au processus de décision de l'investissement. Le gouvernement met ses connaissances dans ce domaine à sa disposition, et c'est la communauté qui décide. Une fois que les coûts du projet ont été évalués, les associations de migrants et le gouvernement local délèguent leur rôle vis-à-vis de sa mise en œuvre.

4.2 Comment renforcer les capacités

L'amélioration des capacités des migrants est importante pour soutenir leur engagement

⁹ Pour plus de détails, voir l'étude de cas consacrée à l'expérience Tres Por Uno, dans le Chapitre 5.

dans le développement, notamment celui local. Par capacités, il n'est fait référence qu'au capital humain (l'éducation, la formation, les connaissances, les compétences), au capital financier et entrepreneurial (le commerce, les envois de fonds, l'investissement de l'entreprise, l'achat d'immobilier, le soutien humanitaire) et à leur capital social (les réseaux, les règles et les valeurs qui facilitent la coopération dans les groupes et entre eux.

Un bon nombre d'autorités locales en Europe ont mis en place différents types d'initiatives pour soutenir la capacité des migrants, y compris des catégories spécifiques de migrants vulnérables.

Celles-ci incluent la création de réseaux de migrants qualifiés et d'entrepreneurs pour soutenir la mise en place d'un système adéquat de transfert de compétences et de capacité, un soutien aux migrants qui retournent dans leur pays d'origine volontairement et leur intégration dans le marché du travail, ainsi que la mise en place d'un système de recrutement plus efficace et respectant les droits des travailleurs. Ce soutien comprend aussi la mise en place de stages de formation pratique pour les futurs migrants comme filière préférentielle pour l'entrée dans les pays de destination, les pays d'origine et de destination en tirent avantage. De plus, il aidera à remédier aux conséquences de la fuite des cerveaux dans les pays d'origine.

Renforcer les capacités et construire des réseaux transnationaux: l'Agence pour la coopération internationale et le développement local en Méditerranée (ACIM) a créé un programme de formation pour les fonctionnaires en Algérie, en Tunisie et au Maroc pour améliorer leur capacités à promouvoir l'entrepreneuriat par la mobilisation de leurs ressortissants en France. L'un des aspects réussis de l'initiative est que la formation se base sur l'expérience des migrants maghrébins, qui participent tous comme formateurs et membres d'un réseau qui a pour but la promotion de l'échange d'expérience et de connaissances entrepreneuriales.

L'atténuation des conséquences de la fuite des cerveaux dans le secteur de la santé:

La Commune de Modena en Italie a créé un programme de recrutement pour employer les infirmiers colombiens dans son service de la santé publique. Cette action a entraîné des mesures compensatoires pour le pays d'origine, entre autre la mise à disposition d'un fond de €150.000 pour les projets de développement local en Colombie.

L'exploitation des compétences professionnelles pour contribuer aux processus locaux de développement:

La Direction générale de la migration et du volontariat, dans le cadre du Ministère régional de la politique sociale, des femmes et de la migration, à Murcia en Espagne, s'est lancée dans le programme : Echange des compétences professionnelles entre Murcia et le Maroc en collaboration avec la communauté marocaine de Murcia. Le projet vise à améliorer la participation des communautés de migrants dans les processus de développement dans leur pays d'origine, en exploitant les compétences professionnelles des migrants marocains de Murcia. Cela représente une contribution importante pour les processus de développement rural dans la région du Maroc.

La formation professionnelle et l'intégration au marché du travail des groupes vulnérables:

La région espagnole de la Catalogne et ses homologues marocains à Tanger ont ciblé les migrants mineurs non accompagnés. Le Programme Maghreb, s'intéresse aux besoins des migrants mineurs non accompagnés en Espagne et aux possibles migrants mineurs au Maroc. Dans le but de créer les conditions favorables au retour définitif des mineurs en Espagne, et pour prévenir leur migration depuis leurs communautés d'origine, le programme fournit une formation professionnelle dans un centre spécialisé dans la région de Tanger. Leur intégration au marché du travail est facilitée par les accords avec des entreprises européennes dans cette même région, les mineurs peuvent y faire un

stage, et grâce au développement des compétences professionnelles, ceux qui rentreront dans leur patrie pourront fonder leur propre entreprise ou travailler dans l'administration publique une fois au Maroc.

4.3 Comment habiliter les communautés de migrants

Les communautés de migrants représentent le lien physique entre les pays d'origine et de destination. Les migrants issus d'une même région tendent à émigrer vers la même région, créant ainsi des communautés qui se structurent souvent autour d'organisations, d'associations, d'ONGs et de groupes culturels.

L'expérience des autorités locales suggère qu'associer les communautés au développement peut être très positif, car celles-ci offrent une compréhension plus raffinée des besoins, des opportunités et des limitations dont souffrent les communautés d'origine.

Dans les pays de destination, la proximité entre les autorités locales et les communautés de migrants est cruciale pour que l'on désigne des politiques de migration adéquates. – surtout parce que les migrants ne sont pas un groupe homogène, sinon une variété des groupes nationaux dont les références culturelles et les caractéristiques sociales sont diverses. Les autorités locales ont la possibilité d'avoir une collaboration bénéfique avec les associations de migrants pour avoir un aperçu intéressant des aspects spécifiques, leur permettant ainsi d'intervenir de façon adéquate.

Les gouvernements dans les pays d'origine sont en train de créer de plus de plus des liens avec leurs migrants à l'étranger, ce qui est devenu un secteur d'intervention pour les plus proactifs des gouvernements nationaux, comme la Chine, les Philippines, l'Inde, et le Maroc. Ces dernières années, les autorités locales ont aussi développé leur intérêt et leur rôle dans ce domaine, comme l'explique un responsable de la commune de Douera, en Algérie au cours d'un débat à la Plateforme des connaissances d'ICMD EC-ONU : comme

autorité locale, on travaille de près pour aider les familles rurales à réaliser leurs projets, à trouver de la stabilité et bien sûr, à garantir la sécurité alimentaire. Finalement, comme autorité locale dans une région rurale, on a beaucoup de projets avec nos expatriés. On croit que la seule façon de mettre fin à la migration est de donner aux jeunes l'occasion de compter sur nous et de trouver un travail, en leur apportant les expatriés pour qu'ils investissent dans leurs pays au lieu de construire des grandes maisons, ce qui n'apporte rien au développement local. On a déjà réalisé plusieurs projets avec l'aide de l'Union européenne – pourquoi pas avec nos expatriés?¹⁰

Peut-être que le domaine le plus réussi en matière d'intervention et qui fait participer les pays d'origine et de destination, est la mobilisation des réseaux économiques et de production préexistants.

Il est fait référence ici aux initiatives mise en place par les autorités locales pour aider les groupes de migrants à devenir plus actifs dans leur contribution au développement de leurs communautés d'origine. On essaie par la même occasion de renforcer les échanges et l'intégration dans leur nouvelle communauté. Dans certains cas, les autorités locales ont pu développer des programmes intégrés de gestion de la migration qui englobent plusieurs domaines politiques pour les investir dans l'intégration, elles ont aussi pu mettre en place des partenariats de développement avec les pays d'origine.

Pour entreprendre l'aide au développement dans les pays d'origine, le travail avec les autres acteurs s'est avéré important. Ce travail sert aussi à renforcer leur intégration globale dans la société d'accueil et à améliorer les capacités des communautés de migrants à contribuer aux processus locaux de développement : un accès amélioré pour les migrants aux services bancaires et financiers ; le soutien des entrepreneurs migrants afin d'encourager l'établissement de modèles d'échanges entre les pays d'origine et de destination.

Les autorités locales veulent donner aux communautés les moyens de promouvoir les

initiatives bien structurées, soutenant ainsi la création des réseaux orientés en faveur du développement dans les communautés de destination. La durabilité de ce type d'initiative dépend beaucoup de la capacité des associations de migrants et de leur sens de l'appropriation des initiatives. Les compétences et le savoir-faire accumulés par les migrants peuvent contribuer au transfert des nouvelles compétences et de la pensée créative à leurs communautés d'origine. Les politiques novatrices facilitant le retour et la circulation marquent le début d'une nouvelle époque dans l'expérience des autorités locales.¹¹

La transmission du savoir-faire: Nextia, une entreprise sociale dans le secteur agroalimentaire en Emilie-Romagne a soutenu un projet pour le recrutement et la formation des migrants marocains en Italie. Elle a aussi, en collaboration avec leurs associations locales, aidé les lancements de petites entreprises du même secteur au Maroc. Le projet a permis le transfert aux régions rurales au Maroc du modèle coopératif qui a fait la réussite du développement rural de l'Emilie-Romagne.

La construction de modèles d'échanges transnationaux: certains acteurs dans la région du Piémont en Italie et dans la région marocaine de Chaouia-Ouardigha, où sont nés plus de 60% des migrants marocains du Piémont, ont commencé un grand programme pour la promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat dans les régions d'origine et de destination. Le projet concerne les chambres de commerce et la représentation de l'agriculture et de l'artisanat local au Piémont, ainsi que les centres de formation professionnelle et les gouvernements de leurs régions respectives. L'initiative est devenue un partenariat structuré entre les gouvernements locaux pour la formation des travailleurs dans l'artisanat à Khouribga, la requalification des processus de production locaux, et l'accès aux voies de commerce locales et italiennes.

¹⁰ <http://www.migration4development.org/forums/knowledge-exchange/migration-and-development>

¹¹ Pour plus de détails, voir l'étude de cas consacrée à l'expérience du programme circulaire de migration, promu par la commune espagnole de Cartaya, dans le chapitre 5.

Le secteur bancaire pour l'entrepreneuriat de migrants:

le groupe bancaire italien Sao Paolo a lancé PRI.MI, un fonds de crédit promouvant l'entrepreneuriat de migrants en Lombardie. Le fonds travaille en étroite collaboration avec la chambre de commerce locale, celle-ci offre des stages de formation professionnelle aux migrants résidents. Le récemment financé Extra Banca, est une institution de crédit consacrée aux migrants étrangers qui veulent monter une entreprise, elle a des objectifs similaires et travaille en collaboration avec les associations d'émigrés locales pour faire la publicité de leurs services et gérer ses opérations.

Investir dans les partenariats avec les associations de migrants:

la province de Modena a soutenu la communauté ghanéenne locale en commençant et en développant Ghanacoop, entreprise coopérative d'importation/exportation qui a été construite sur les relations existantes de solidarité avec leurs communautés d'origine dans les régions centrale et australe du Ghana et avec la collaboration de leurs gouvernements locaux. Les objectifs sociaux et commerciaux de ce projet ont contribué à l'activisme économique et social des Ghanéens en Italie comme au Ghana. Les routes du commerce incluent les produits ghanéens (l'ananas, le maïs, les tomates) en Italie et les produits de la région de l'Emilie-Romagne (le vin Lambrusco, le fromage Parmigiano Reggiano, les jus de fruits, et d'autres produits alimentaires) au Ghana. Ghanacoop a été certifié par Fair Trade et a obtenu en 2006 l'Ethic Award, prix accordé aux organisations de commerce équitables les plus innovatrices. L'initiative a tiré profit du soutien de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans le cadre du programme Migrations pour le développement en Afrique (MIDA), financé par le Ministère italien des affaires étrangères. En plus, au niveau local, l'initiative a réussi à faire participer au projet le secteur privé d'entrepreneuriat et le secteur bancaire (concrètement les représentants locaux des petites et moyennes entreprises,

Confcooperative Emilie-Romagne et Emilbanca). Grâce aux liens commerciaux établis entre Modena et le Ghana, un jumelage d'entreprise coopérative, Migrants for GhanAfrica, a été fondé à Gomoa Simbrofo au Ghana pour cultiver des ananas et des légumes. Finalement, une partie des bénéfices a été investie dans les projets de petite infrastructure au Ghana. En Italie, l'impact social du projet a eu comme résultat une perception plus positive des migrants à Modena.

La construction des capacités:

l'association de migrants opérant de Londres African Foundation for Development (AFFORD), en partenariat avec Birkbeck College et l'Université de Londres, a lancé le premier stage de formation sur le rôle que jouent les diasporas africaines dans la contribution au développement en Afrique. AFFORD a créé un modèle pour apporter un soutien au développement d'entreprises, et exploite les ressources des diasporas, afin d'aider les associations de migrants moins expérimentées.

4.4 La protection des droits de migrants

La protection des droits des migrants, dans les pays d'origine comme dans les pays de destination, est d'une importance fondamentale pour que le potentiel bénéfique que la migration donne au développement puisse se réaliser complètement.

L'égalité des chances pour les migrants leur donne l'occasion d'améliorer leurs salaires et leurs conditions de vie, augmentant ainsi la contribution et la participation à la richesse des communautés d'origine et de destination. La négation ou le blocage des droits des migrants comporte un niveau de risque élevé de les exclure en termes sociaux et économiques, entraînant de sérieuses conséquences pour eux ainsi que pour les communautés d'accueil et d'origine.

Les instruments internationaux pour les droits de l'homme reconnaissent explicitement que les droits de l'homme s'appliquent à tous : aux hommes comme aux femmes, aux garçons

comme aux filles, aux migrants, aux réfugiés et aux autres personnes non-professionnelles. Les gouvernements sont en fin de compte les responsables du respect de ces droits sur leur territoire. Plusieurs dispositions s'appliquent à tous les migrants quel que soit leur statut légal. Il existe six conventions principales des droits de l'homme qui protègent les migrants: la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (MWC), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (ICESCR), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (ICCPR), le Comité des droits de l'enfant (CRC), le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD). De plus, l'OIT est un pionnier des conventions internationales à l'avantage de la protection des travailleurs migrants.

En coopération avec les gouvernements nationaux, les organisations non-étatiques et les autorités locales commencent à jouer un rôle plus important dans l'expansion et la protection des droits de migrants, travaillant parfois avec les syndicats, le secteur privé et à travers les associations patronales.

L'un des moyens importants pour protéger les migrants de l'exploitation potentielle est de fournir des informations avant le départ du pays d'origine, en ce qui concerne les règles, les droits et les obligations des migrants, mais aussi à propos des dangers associés à l'usage des voies de migration irrégulières. En plus, cela aide les migrants à mieux s'intégrer dans la société d'accueil et à faciliter la migration pour les objectifs développementaux. Il est important également que les migrants soient informés des personnes ou des agences à leur disposition dans le pays de destination s'ils ont besoin d'aide, facilitant ainsi l'accès des migrants aux institutions et aux services administratifs et légaux.

Les services d'information pour protéger les migrants de l'expulsion: le projet CAMPO (le Centre pour le soutien des migrants dans le pays d'origine) promu par plusieurs agences portugaises, est un centre de service et d'information. Il oriente les migrants à leur départ et à leur retour au Cap Vert et les informe surtout de leurs droits et leurs obligations, ainsi que des dangers associés à

l'usage des voies de migration illégale, y compris la faute de connaissances des procédures d'immigration au Portugal. CAMPO travaille en étroite coopération avec le Centre pour le soutien des migrants à Lisboa, en s'assurant que le dialogue et la coordination ont lieu entre le gouvernement local et les acteurs non-étatiques ainsi qu'entre les centres pour le soutien des migrants nationaux et locaux au Portugal, et en créant des voies de partage d'information entre les deux pays.

Les partenariats locaux pour défendre les droits des migrants: Towards Sustainable Partnerships for the Effective Governance of Labour Migration in the Russian Federation, the Caucasus and Central Asia (Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, and Armenia). Ce projet, d'une durée de 3 ans, est cofinancé par le programme AENEAS de l'UE et coordonné par le bureau Subrégional de l'OIT à Moscou. Les syndicats locaux au Tadjikistan, en Arménie, et au Kazakhstan reçoivent un soutien particulier pour l'inauguration et le renforcement de leurs activités pour la protection des travailleurs migrants. Le projet a amélioré la compréhension des syndicats des droits de l'homme et le travail des travailleurs migrants, qu'ils soient employés régulièrement ou non, et leur propre rôle dans la défense de ces droits. L'adhésion des migrants aux syndicats a été encouragée et de l'information sur leurs droits au travail a été distribuée par les centres de ressources locaux, en coopération avec les ONGs. En plus, le projet a établi les structures du dialogue entre plusieurs secteurs à propos de la migration et des questions du travail. Il a encouragé l'intégration des représentants de la société civile dans la création des politiques de migration et a rendu possible l'identification des besoins communs dans la région. Les pays en question peuvent donc parvenir à des accords ou à des partenariats définitifs, renforçant ainsi les échanges régionaux et une véritable coopération.

5 Analyser l'expérience des autorités locales: études de cas

Au cours du processus d'évaluation entre confrères, mise en œuvre par les membres du réseau des autorités locales, un bon nombre d'initiatives, particulièrement importante pour illustrer l'expérience positive des administrations locales dans différents domaines de l'intégration et du développement, ont été identifiées.

Les études de cas qui suivent, exposent les grandes lignes de ces expériences, ce sont soit des initiatives de politique complexes qui, dans certains cas, sont devenues une partie des

activités régulières des autorités locales concernées, soit des projets individuels financés par des ressources extérieures.

Pour chacune des autorités locales, l'étude de cas s'est concentrée sur la compréhension des processus politiques et sur les besoins qui ont convaincus les administrations locales de les mettre en place, les principaux éléments expliquant leur durabilité, ainsi que sur les défis et les contraintes auxquels les autorités locales ont fait face.

5.1 L'expérience de Cartaya: la gestion des travailleurs saisonniers entre le Maroc et l'Espagne

IDENTIFICATION	
Autorité locale	La municipalité de Cartaya, Espagne
Priorité en matière de migration et de développement	Les capacités
Départements de l'administration impliqués	Le gouvernement municipal, et ses départements responsables de l'immigration et les services sociaux.
Les partenaires impliqués dans la même communauté	Le programme a commencé comme un projet cofinancé par le programme AENAS de l'UE (2005-2008), dans lequel la municipalité a coopéré avec l'Association des Municipalités Beturia, le Syndicat d'agriculture local et l'ONG Andalucía Acoge. Depuis la fin du projet, l'initiative est soutenue par des acteurs publics et privés : le gouvernement régional de Huelva ; la Fédération espagnole de municipalités et de provinces (FEMP) ; les services consulaires à l'échelle nationale ; et en dehors de l'administration par les syndicats, les patronats et les ONGs.
Les partenaires impliqués des autres contextes / pays	Deux partenaires locaux au Maroc ont participé à l'initiative – le Kenitra et le Nador dans la région de Casablanca, sont aussi présents des partenaires nationaux, en particulier l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC).
Pays	L'Espagne et le Maroc
Site internet	http://www.ayto-cartaya.es/index
Budget disponible	Le projet initial : 1.495.000€
Sources de financement	L'Union européenne, comme partie du programme AENEAS, avec le cofinancement du gouvernement local et des associations d'entrepreneurs. Le projet se soutient sans aide extérieure.
Période de mise en place	11/12/2005 – 11/06/2008 pour le projet initial AENEAS. Il est toujours opérationnel.
DESCRIPTION	

Les éléments principaux de l'initiative : une brève description	Le projet, qui est maintenant un programme régulier, a mis en place un système intégré pour gérer les migrations saisonnières de travail des marocains dans le secteur agricole en Espagne : les travailleurs saisonniers auront une voie d'entrée privilégiée l'année suivante, ce qui encourage leur retour au Maroc une fois la saison terminée ; ils reçoivent une formation professionnelle et linguistique avant de partir en Espagne ; et pendant leur séjour, ils ont accès aux services de santé et de logement.
Objectifs de l'initiative	(1) Encourager la migration légale grâce à une évaluation préliminaire de l'offre et de la demande du travail en Espagne et au Maroc ; (2) Assurer que les services locaux sont disponibles pour les travailleurs saisonniers, services de santé et de logement inclus ; (3) Prévenir la migration irrégulière. Pour accomplir ces objectifs, le programme a envisagé : la création des services de l'emploi ad hoc au Maroc et en Espagne, responsables de la gestion des demandes d'emploi et l'offre d'assistance ; les services avant le départ, tels que la formation professionnelle et les cours de langues ; le développement d'un partenariat horizontal entre les fournisseurs de services locaux, les employeurs et le gouvernement local en Espagne ; la création d'une agence pour la gestion et la coordination : la Fondation pour les travailleurs étrangers à Huelva, une organisation à but non lucratif qui est responsable de garantir la durabilité du programme.
Bénéficiaires	Les citoyens marocains des villes de Kenitra et de Nador qui cherchent un travail saisonnier en Espagne. Le patronat dans la province d'Huelva qui ont besoin de main d'œuvre additionnelle.
Les besoins locaux ciblés	La province d'Huelva est le deuxième producteur de fraises dans le monde. Chaque année, pendant la récolte, les agriculteurs ont besoin de milliers de travailleurs. L'un des buts des autorités locales est d'éviter le recours à l'emploi irrégulier par les agriculteurs locaux.
CONTEXTE	
Le processus de prise de décisions qui a lancé cette initiative	Les autorités locales dans la province d'Huelva avaient remarqué le recours massif aux travailleurs migrants irréguliers pendant la récolte. La solution proposée par des maires a été la mise en place d'une initiative de migration circulaire qui permettrait le recrutement de la main d'œuvre nécessaire, et qui à la fois contrôlerait la régularité du processus. Le nombre et le type d'acteurs dans le processus ont augmenté, introduisant une nouvelle approche globale de la migration dans le dialogue entre les groupes d'administration locale – une approche qui unit les différents domaines de politique, tels que le marché du travail, l'intégration sociale, l'éducation et le codéveloppement.
Les priorités de développement visées par l'initiative	Le programme représente une alternative à l'emploi irrégulier ; il contribue à l'amélioration des capacités des migrants ; il contribue de façon efficace aux processus du développement local en Espagne, sans affecter les envois de fonds aux zones rurales au Maroc ; il a établi un partenariat réciproquement profitable entre les gouvernements de départ et de destination.
Les mécanismes (dialogue, échanges, structures de coordination) encourageant la cohérence entre la migration et d'autres domaines de politiques.	La Fondation pour les travailleurs étrangers à Huelva - le groupe de coordination ; le Forum sur l'immigration dans la province d'Huelva ; la Commission pour la gestion de la migration circulaire d'Huelva ; le Forum Andalousie sur l'immigration ; le Haut conseil de politiques de migration ; le Forum pour l'intégration sociale des immigrants ; et la Commission pour l'emploi et l'immigration

5.2 De Boulogne à Craiova: La réussite d'un programme de retour pour les Roms

IDENTIFICATION	
Autorité locale	La municipalité de Boulogne, Italie
Priorité en matière de migration et développement	Les capacités / communautés
Départements de l'administration impliqués	La municipalité de Boulogne, le Département pour la coordination sociale et la santé.
Les partenaires impliqués dans la même communauté	La coopérative sociale La Piccola Carovana est l'organisation non-étatique qui a développé le projet, en collaboration avec l'organisation religieuse Poveri Vergognosi, qui a aidé à identifier les familles bénéficiaires. L'association de la microfinance Micro.bo a offert des services d'orientation sur les programmes et les opportunités de microcrédits.
Les partenaires impliqués des autres contextes / pays	La municipalité de Craiova, en Roumanie, qui dispose d'un Directeur général d'assistance sociale et de protection de l'enfant, a assisté au suivi du projet. Les partenaires directs en Roumanie ont été : l'association Vasilada, qui a suivi la réintégration des familles au retour; la Fair Credit House, une institution de microfinance qui a fourni les prêts pour financer les projets des migrants une fois rentrés; la Fondation terre des hommes, qui est spécialisé dans le domaine de la protection de l'enfant et qui a participé au projet par des activités d'orientation; Caritas Bucarest et Caritas Craiova ont donné du soutien logistique.
Pays	La Roumanie et l'Italie
Site internet	Non disponible
Budget disponible	Non disponible
Sources de financement	Budget normal de la municipalité
Période de mise en place	2008-2009
DESCRIPTION	
Les éléments principaux de l'initiative : une brève description	Le projet ROI – Progetto per un Ritorno Operativo Imprenditoriale - fait partie d'un programme basé sur les droits des Roms, promu par la municipalité de Boulogne. En termes spécifiques, le ROI est un programme de retour pour les familles qui ont voulu rentrer en Roumanie. On les a aidé à commencer une petite initiative entrepreneuriale dans leur pays d'origine, en soutenant leur accès aux services locaux de microcrédits. Les activités ont inclus l'identification et la sélection des familles bénéficiaires; le soutien direct aux familles par les institutions spécialistes; le soutien pour leur retour et la mise en œuvre de l'activité; le contrôle du remboursement entier du prêt initial.
Objectifs de l'initiative	ROI a permis que les familles bénéficiaires rentrent chez elles de façon durable, basant ses efforts sur la collaboration entre les institutions et les acteurs non-étatiques à Boulogne et dans les régions de retour en Roumanie.
Bénéficiaires	Les familles Roms qui veulent rentrer dans leur pays d'origine et commencer une petite activité professionnelle.

Les besoins locaux adressés	L'intégration sociale des groupes et des communautés marginalisé, comme les Roms.
CONTEXTE	
Le processus de prise de décisions qui a lancé cette initiative	L'association Piccola Carovana, qui est déjà un fournisseur de services sociaux pour l'administration, a offert de créer un programme durable de retour. Certaines familles Roms avaient été évacuées de leur camp le long de la rivière locale parce que la police avaient souligné le risque d'inondations. Les médias nationaux rapportaient en même temps les nombreuses campagnes anti-Rom à haute visibilité, dues à plusieurs actes criminels prétendument commis par les Roms. Le département municipal des affaires sociales a considéré le projet de l'association comme une bonne occasion de s'engager dans une expérience positive, prenant en compte les demandes de certains Roms de rentrer en Roumanie, et à la fois de créer un lien de solidarité avec la communauté locale. La campagne de communication du projet a non seulement aidé la population locale à accepter de soutenir les Roms qui avaient été évacués – avec le budget municipal – mais à aussi suggérer des perspectives nouvelles et moins discriminantes vis-à-vis de la présence des Roms, elle a aussi souligné l'importance de reconnaître les droits fondamentaux de tous.
Les priorités de développement visées par l'initiative	Un soutien pour le développement de la communauté basé sur les droits, en offrant des ressources économiques et des compétences pour l'intégration sociale des groupes de migrants marginalisés – centrant les efforts sur des investissements petits mais durables.
Les mécanismes (dialogue, échanges, structures de coordination) encourageant la cohérence entre la migration et d'autres domaines de politiques.	Le Permanent Advisory Committee pour la lutte contre l'exclusion sociale, un groupe local de consultation qui représente plusieurs associations dans le territoire. Le Migration Monitoring Centre, un groupe provincial qui a facilité l'identification des partenaires afin de renforcer la durabilité de l'initiative et le dialogue entre l'administration et les associations et les réseaux non-étatiques.
Les facteurs qui ont fait réussir cette initiative	(1) La procédure de sélection, qui a identifié des bénéficiaires fiables et motivés. (2) La planification, un processus participatif et personnalisé ; c'est-à-dire, qu'elle se base sur les capacités et les besoins de l'individu. (3) La création d'un réseau fort de partenaires, incluant les médiateurs linguistiques, les autorités locales dans le pays d'origine, les associations non-étatiques, et les partenaires techniques dans les territoires d'origine et de destination. (4) L'importance mise sur l'autosuffisance à long terme des bénéficiaires.
Les obstacles et les difficultés	L'initiative ne serait pas possible sans le grand soutien financier des administrations locales et leur engagement institutionnel à la coopération.

5.3 S'impliquer dans la vie des migrants pour relier les tendances d'intégration et de développement. Une étude de cas à Madrid

IDENTIFICATION	
Autorité locale	L'autorité générale de Madrid, Espagne
Priorité en matière de migration et développement	Les capacités / communautés
Départements de l'administration impliqués	Le Ministère régional de l'immigration et de la coopération
Les partenaires impliqués dans la même communauté	Les entités publiques impliquées sont d'abord celles qui s'occupent de l'intégration sociale, mais aussi celle qui sont responsables des affaires extérieures: le service d'assistance pour le développement régional, le service de l'emploi, les directorats sociaux et de santé, les secteurs chargés du logement public, de l'éducation et de la formation professionnelle. Les acteurs non-étatiques, surtout les associations de migrants, sont aussi des partenaires clés.
Les partenaires impliqués des autres contextes / pays	Les autorités locales et nationales ainsi que les organisations locales impliquées dans les diasporas dans les pays d'origine.
Pays	L'Amérique Latine, La Roumanie, l'Afrique du nord (les pays d'origine des groupes de migrants les plus présents dans la région de Madrid).
Site internet	www.madrid.org
Budget disponible	7,4 millions €
Sources de financement	Les fonds publics des budgets de l'état et de la région.
Période de mise en place	2009 - 2012
DESCRIPTION	
Les éléments principaux de l'initiative : une brève description	Les éléments différents de l'approche de la politique intégrée que la Région de Madrid a mis en place, font référence à deux instruments politiques régionaux : Le Multiannual Plan for the Integration of Migrants, qui se concentre sur l'accueil et l'intégration des migrants dans le contexte régional, et le Plan for Development Cooperation, qui s'occupe des questions concernant la migration et le développement dans l'optique de codéveloppement. De cette manière, l'administration s'est engagée activement dans la construction des partenariats locaux et travaille pour améliorer la cohérence politique de ses départements dans lesquels la gestion de la migration est un aspect important. Les activités du programme englobent la formation de supports commerciaux pour encourager l'usage productif des envois de fonds, entre autre pour le développement social et celui de la communauté ; l'accès aux services de microfinance pour les migrants et leurs familles ; la sensibilisation, les informations et l'éducation pour le développement ; la création des réseaux et des partenariats ; et la recherche. Au cours des trois dernières années, le gouvernement régional de Madrid a demandé des propositions pour financer les initiatives pour le codéveloppement.

Objectifs de l'initiative	(1) Encourager les liens entre les processus d'intégration et une gestion de migration orientée vers le développement. (2) Créer des réseaux de coopération stables avec les acteurs non-étatiques. (3) Promouvoir les associations de migrants dans le territoire de Madrid, pour qu'ils puissent soutenir l'administration dans l'accueil et l'intégration des nouveaux venus et être soutenus dans leur contribution au développement de leurs communautés d'origine. .. (4) Améliorer la capacité des communautés de migrants par la formation et l'éducation compréhensives et qualitatives. (5) Créer et répandre une approche basée sur les droits pour la gestion efficace de la migration pour le travail. (6) Profiter des opportunités locales et transnationales, présentes dans le dynamisme des migrants.
Bénéficiaires	La population régionale entière. Les migrants et leurs associations. Les ONGs et les autres acteurs non-étatiques. Le système régional de l'éducation.
Les besoins locaux adressés	Les changements sociaux causés par la migration, en ce qui concerne la composition sociale et la cohésion globale, ainsi que le besoin de devenir des acteurs actifs dans la gestion des flux migratoires.

CONTEXTE

Le processus de prise de décisions qui a lancé cette initiative	La région de Madrid a mis en place deux instruments politiques régionaux: Le Multiannual Plan for the Integration of Migrants, qui se concentre sur l'accueil et l'intégration des migrants dans le contexte régional, et le Plan for Development Cooperation, qui traite des questions concernant la migration et le développement par l'approche du codéveloppement. Les associations de migrants sont considérées comme étant des acteurs clés pour surmonter les défis liés à la migration dans les zones d'origine et de destination. Le financement local a été disponible pour soutenir d'une part la mise en place et d'autre part les activités des représentants de migrants, ce qui a eu comme résultat une forte hausse du nombre d'associations de migrants. Le Ministère pour l'intégration a inclus dans sa planification, des mesures actives qui promeuvent l'intégration sociale et économique de migrants et leur participation à la vie publique. En plus, le gouvernement régional a beaucoup investi pour que son système territorial d'acteurs publics et privés puissent faire offrir une contribution plus efficace pour le codéveloppement, à Madrid comme dans les pays d'origine de migrants.
Les priorités de développement visées par l'initiative	La cohésion sociale et l'intégration de migrants. L'aide pour le développement. Le développement de l'entrepreneuriat.
Les mécanismes (dialogue, échanges, structures de coordination) encourageant la cohérence entre la migration et d'autres domaines de politiques.	La participation des différents acteurs est garantie par leur présence dans le Forum régional sur la migration, un groupe de coordination ayant un statut consultatif dans le gouvernement régional. Les échanges publics aussi ont lieu dans les Centres pour la participation et l'Intégration (CEPI) autour de la région.
Les facteurs qui ont fait réussir cette initiative	(1) La création des liens étroits entre le gouvernement local et central et les organisations locales de migrants. (2) Les services équitables mais divers (3) La cohérence entre les mesures proposées par le gouvernement régional et leur mise en place par les municipalités, l'administration et les partenaires sociaux. (4) La possibilité de compter sur un système compréhensif de suivi et d'évaluation.
Les obstacles et les difficultés	Comme c'est le cas pour toutes les destinations, le principal défi de la gestion de la migration est la durabilité des résultats, étant donné que la composition de la population immigrante est sujete à des changements constants.

5.4 La construction de réseaux: l'expérience de la région de Veneto en ce qui concerne la gestion de la migration de travail

IDENTIFICATION	
Autorité locale	Le gouvernement régional à Veneto, Italie
Priorité en matière de migration et développement	Les capacités
Départements de l'administration impliqués	Le Département de l'immigration, l'Agence pour l'emploi, le Département pour la coopération internationale, le Département des affaires socio-sanitaires.
Les partenaires impliqués dans la même communauté	Les municipalités, les entités locales de services sociaux et sanitaires, le système public d'éducation, les associations patronales, les institutions de formation professionnelle, les banques, l'union régionale de la chambre de commerce, les services de supports commerciaux, et les associations de migrants pour les travailleurs.
Les partenaires impliqués des autres contextes / pays	Le système régional de gestion de la migration à Veneto cherche des partenariats avec les entités homologues dans les pays d'origine des groupes les plus représentés sur le territoire de Veneto. Les accords, selon leurs objectifs finaux, sont fait entre : les ministères nationaux de l'emploi et de l'aide sociale, les agences pour le développement régional, les gouvernements régionaux, les agences de l'emploi, les partenaires économiques et les acteurs non-étatiques.
Pays	L'Italie, la Roumanie, la Moldavie, l'Ukraine, le Sénégal, l'Albanie (l'accent est mis sur les pays les plus représentés dans la population de migrants à Veneto).
Site internet	www.regione.veneto.it www.venetolavoro.it www.venetoimmigrazione.it
Budget disponible	Autour de 1 million d'euros pour la période 2007 - 2009
Sources de financement	Les fonds publics, la plupart provenant du budget de la région. Les actions spécifiques sont financées par le budget national et les projets ad hoc financés par les programmes de l'UE et de l'ONU (programmes thématiques sur la migration et l'asile de la Commission européenne, Interreg, FAO/IFAD)
Période de mise en place	2007 -2011
DESCRIPTION	
Les éléments principaux de l'initiative : une brève description	Le gouvernement régional a créé un dialogue social tripartite et un comité consultatif de migration pour élaborer le plan régional pour la migration sur 3 ans. Le plan sur 3 ans prévoit le renforcement de la coopération entre les départements régionaux pour l'échange des informations sur les services en place, ainsi qu'une meilleure coordination en ce qui concerne la mise en œuvre des services. Afin d'améliorer la gestion des flux de migration, le gouvernement régional est entré en dialogue avec les institutions publiques et privées dans les pays d'origine. Les partenariats ont souvent été créés avec des projets pilotes financés par des ressources extérieures.
Objectifs de l'initiative	(1) Le développement d'un système de gouvernance en matière de migration qui répond activement aux défis de la globalisation et qui facilite la mobilité des travailleurs en renforçant les liens avec les communautés concernées. (2) Le suivi des changements socio-économiques et des tendances migratoires. (3) La mise en place des mécanismes participatifs. (4) La promotion des partenariats horizontaux et locaux dans la sphère publique et privée, qui incluent

	les services correspondants dans les pays d'origine. La promotion de la coopération verticale au niveau national. (5) Encourager une dimension européenne dans l'élaboration de la stratégie régionale.
Bénéficiaires	Les migrants et leurs associations, les autorités locales, les praticiens, et les entreprises.
Les besoins locaux adressés	Le besoin de : se détacher de l'approche de la migration faite en urgence et inclure la migration dans le cadre général de la gouvernance locale ; faire des projets expérimentaux visant à l'élaboration progressive d'un système intégré de services pour une meilleure gestion des flux migratoires, en ce qui concerne l'intégration des populations migrantes dans les écoles, la société et au travail, et son impact sur les processus pour le développement.
CONTEXTE	
Le processus de prise de décisions qui a lancé cette initiative	Le dialogue social et local sur la migration et l'intégration sociale insiste sur l'importance de contrôler et d'encourager la mobilité, principalement pour améliorer les tendances de développement. La construction d'un réseau régional de coopération qui inclut une grande variété d'acteurs publics et privés, ainsi que la promotion de partenariats entre les régions et les pays d'origine sont des éléments d'intégration.
Les priorités de développement visées par l'initiative	Conformément aux objectifs régionaux de développement, les priorités sont la cohérence sociale, l'entrepreneuriat, l'aide pour le développement, des objectifs de l'emploi, le renforcement d'une base de connaissance locale, le renforcement de la société civile, la communication publique, le dialogue entre cultures et l'internationalisation du système régional de production.
Les mécanismes (dialogue, échanges, structures de coordination) qui encourageant la cohérence entre la migration et d'autres domaines de politiques.	Le <i>Regional Board on Immigration</i> (région, provinces, municipalités, syndicats à Veneto) et le <i>Regional Advisory Board on Immigration</i> , regroupent les représentants des diasporas, des ONGs, les services publics locaux (le travail, l'école, le système de santé, les services sociaux), l'association régionale des municipalités, les représentants patronaux, et les départements de l'administration régionale. L'Agence régionale pour l'emploi a fait des projets pilotes visant à donner une approche structurée à la gestion de la migration pour les raisons économiques. De plus, la région a établi le <i>Regional Return Desk</i> , un service d'informations qui travaille pour aider la réintégration des migrants qui choisissent de rentrer dans leurs pays d'origine.
Les facteurs qui ont fait réussir cette initiative	(1) La présence d'un centre régional de suivi de la migration, qui offre des informations exhaustives sur la migration : l'évaluation des pratiques réussies d'intégration sur le territoire ; l'évolution de la relation entre la migration, la démographie, le développement et l'emploi. (2) La création d'un système régional d'informations (Migration Information Network) visant à faciliter le partage des connaissances en matière de migration et des services entre les institutions publiques et privées. (3) La collaboration avec les homologues dans les pays d'origine (4) Les réseaux créés et partiellement formalisés par des accords-cadres entre les différents acteurs.
Les obstacles et les difficultés	Les ressources insuffisantes pour garantir la coordination continue entre les secteurs différents. Comment garantir l'activisme et la viabilité financière des réseaux mis en place.

5.5 La défense des droits afin d'améliorer la stratégie de développement dans la municipalité de Cuenca, en Equateur

IDENTIFICATION	
Autorité locale	Municipalité de Cuenca, Equateur
Priorité en matière de migration et de développement	Les droits
Départements de l'administration impliqués	Le Département pour le développement humain durable
Les partenaires impliqués dans la même communauté	La Commission des droits de l'homme du Parlement national, le diocèse pastoral et social de Cuenca, et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
Les partenaires impliqués des autres contextes / pays	Les diasporas équatoriennes aux Amériques et en Europe : les organisations locales, nationales et internationales, tels que le réseau de prévention et de prise en charge de l'enfance maltraitée SIREPNM; la Croix Rouge équatorienne; le comité provincial d'Azuay; HIAS (CEuvre d'aide à l'émigration juive).
Pays	Equateur
Site internet	Non disponible
Budget disponible	Non disponible
Sources de financement	Non disponible
Période de mise en place	2001 – présent
DESCRIPTION	
Les éléments principaux de l'initiative : une brève description	L'approche de la municipalité se concentre sur le respect des droits de l'homme et sur la propagation des connaissances en ce qui concerne les droits sociaux et économiques des migrants comme un outil pour prévenir l'exploitation et pour promouvoir un processus de développement plus ample et efficace. La conséquence principale de cette approche a été la mise en place d'un système intégré de protection et de développement pour les migrants et leurs familles. C'est une stratégie publique pour coordonner l'action des institutions publiques, des associations privées et de la communauté locale. Grâce à ce programme stratégique, la municipalité a pu planifier et élaborer des projets et des services concernant les droits et l'aide sociale à la population. Parmi les plus importants figurent : la mise en place d'un Bureau pour les droits de l'homme, chargé de coordonner toutes les actions employées pour la défense des droits des migrants et de leurs familles, ainsi que pour le renforcement d'un processus de diffusion, d'informations, de conscience et de respect des droits de l'homme ; la création de la Casa del Migrante, avec le soutien du diocèse de Cuenca et inaugurée en avril 2007 pour encourager l'intégration et le développement socio-économique des migrants et de leurs familles à Cuenca. La Casa del Migrante travaille en coordination avec la Casa de la Solidaridad, une initiative conjointe de la municipalité de Cuenca et du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, pour loger les groupes de réfugiés les plus faibles, tels que les femmes, les enfants et les adolescents.

Objectifs de l'initiative	(1) L'élaboration d'une stratégie globale pour faire face à la présence croissante des migrants. (2) L'offre de soutien aux migrants et à leurs familles à Cuenca par diverses actions, comme les campagnes de sensibilisation sur leurs droits et leurs responsabilités; le soutien juridique, économique et social contre la fraude et la violence ; la formation pour entrer dans le marché du travail et pour commencer des activités microentrepreneuriales.
Bénéficiaires	Les migrants et leurs familles, les demandeurs d'asile et les réfugiés.
Les besoins locaux adressés	Cuenca est une zone avec un taux élevé d'émigration et d'immigration, en particulier des réfugiés colombiens et des travailleurs migrants du Pérou. Le projet vise à réduire l'impact négatif de la migration sur la cohésion locale et sur l'aide sociale.
CONTEXTE	
Le processus de prise de décisions qui a lancé cette initiative	L'expérience de la municipalité de Cuenca se développe depuis 2001, moment où celle-ci et la Commission des droits de l'homme du gouvernement national ont signé un accord pour l'établissement d'un Bureau des droits de l'homme. Cet accord a été le premier pas du système intégré pour la protection et le développement pour les migrants et leurs familles. Le concept est de faire face aux questions de migration de telle façon qu'elle favorisera la cohésion et l'aide sociale pour tous les citoyens.
Les priorités de développement visées par l'initiative	Assurer la cohésion et l'aide sociale. En protégeant les droits des migrants, les autorités locales veulent mieux les intégrer dans le système local, pour qu'ils aient un impact social et économique sur le développement.
Les mécanismes (dialogue, échanges, structures de coordination) qui encourageant la cohérence entre la migration et d'autres domaines de politiques.	La cohérence entre les différents domaines de politique est garantie par le fait que toutes les initiatives mises en œuvre par la municipalité sont placées dans un seul cadre stratégique, le système intégré pour la protection et le développement. Les accords entre le gouvernement national et l'UNHCR assurent la cohérence selon les critères nationaux et internationaux.
Les facteurs qui ont fait réussir cette initiative	Le cas de Cuenca illustre la capacité d'une autorité locale dans une zone d'émigration de départ à inclure la gestion de la migration dans sa politique d'aide sociale. Il faut reconnaître cette expérience parce que c'est un exemple de comment les ressources provenant d'un partenariat multiple (national, international, privé, religieux) peuvent s'unir et réussir, pour élaborer une approche de la migration et du développement qui se base dans les droits de l'homme.
Les obstacles et les difficultés	Les compétences et les ressources du personnel impliqué dans l'initiative devraient être améliorées, surtout car il est question de leur capacité à soutenir les migrants dans le développement des activités lucratives.

5.6 Les communautés de migrants sénégalais: CONFESEN construit des partenariats pour le développement

IDENTIFICATION	
Autorité locale	Au Sénégal, le soutien des initiatives dirigées par les diasporas, a été offert par les Agences régionales pour le développement et les gouvernements régionaux de Djurbel et Kaolack. Et en Italie, par le gouvernement régional à Veneto, l'agence locale de l'emploi et l'Union des chambres de commerce.
Priorité en matière de migration et développement	Les capacités/Les communautés/Les envois de fonds
Départements de l'administration impliqués	CMC (Crédit Mutuel du Sénégal), CNCAS (Caisse Nationale de crédit Agricole), BIS (Banque Islamique au Sénégal, BRS (Banque Régionale de Solidarité), IOM/MIDA, APIX (Agence nationale chargée de la Promotion et de l'investissement et des Grands Travaux), UNCAS (Union nationale des Coopératives Agricoles du Sénégal) ; le Ministère de la Microfinance et des PMES du Sénégal.
Les partenaires impliqués au Sénégal	La Commission des droits de l'homme du Parlement national, le diocèse pastoral et social de Cuenca, et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
Les partenaires impliqués en Italie	UEAPME (Union Européenne de l'Artisanat et des PME), FÊ (Fonds de Promotion Economique), CESCOT VENETO, CONFESCENTI Padova, Consorzio ETIMOS/Banca Etica, ACSI (Association Culturelle des Sénégalais d'Italie)
Pays	Le Sénégal, l'Italie, la France, la Belgique
Site internet	www.confesen.com
Budget disponible	Non disponible
Sources de financement	Fonds régionaux, fond de l'UE, ressources privées
Période de mise en place	2005 - présent
DESCRIPTION	
Les éléments principaux de l'initiative : une brève description	<p>CONFESEN a été pensé initialement pour être un service d'assistance aux entreprises dirigé aux migrants habitant le Veneto, il a été établi par la représentation locale des petits commerçants (Confesercenti) en partenariat avec les émigrés sénégalais dans la région. Depuis sa mise en place, CONFESEN évolue vers une réalité plus complexe qui offre des services et des outils transnationaux dans le but spécifique d'apprécier les ressources humaines et financières des émigrés sénégalais en Italie. Pour faire cela, il a élaboré et mis en place des structures spécialisées, entre autre :</p> <p>(1) Un instrument financier, Mec-Confesen : Mutuelle d'Epargne et de Crédit de la Confesen, pour augmenter l'accès au microcrédit dans les zones rurales au Sénégal, appuyant l'investissement productif des migrants pour aider les zones d'origine. (2) CAIM – Centres d'Accompagnement des Initiatives de Migrants, à Padova (Italie) et à Kaolack et Diourbel au Sénégal. Ces centres mettent des experts de haut niveau – surtout des migrants – à la disposition des émigrés sénégalais et les aident à élaborer leurs plans d'affaires et les projets de coopération pour le développement. (3) Le FOSAP (Forum sénégalais des Affaires et du Partenariat) (4) Le Central Equo System, un système dédié à la</p>

	création des coopératives des producteurs locaux au Sénégal, dans le secteur agroalimentaire.
Objectifs de l'initiative	(1) L'amélioration de l'accès aux services d'envois de fonds dans les zones rurales (2) La promotion de l'investissement productif du capital des migrants, pour encourager le microentrepreneuriat au Sénégal. (3) La promotion des partenariats innovateurs entre les institutions financières officielles et les opérateurs de la microfinance. (4) La promotion des échanges entre les institutions italienne et sénégalaises.
Bénéficiaires	Les promoteurs pour le commerce sénégalais au Sénégal comme en Italie. La population locale vivant dans les zones rurales de Kaolack et de Djourbel au Sénégal. Les communautés de migrants en Italie
Les besoins locaux adressés	Faciliter le développement rural, en reconnaissant les compétences, les relations et les ressources des migrants. Renforcer la capacité des migrants à être des acteurs pour le développement.
CONTEXTE	
Le processus de prise de décisions qui a lancé cette initiative	Le CONFESEN a commencé grâce à l'initiative des émigrés sénégalais, qui ont trouvé à Veneto des acteurs publics et privés qui étaient prêts à investir dans la présence des migrants comme vecteur potentiel du développement économique. Plus concrètement, le Confesen pourrait dépendre du fait que les représentations économiques locales de Veneto comprennent que l'entrepreneuriat des migrants est important pour les processus de développement locaux et comme un moyen de rendre internationales les zones locales de production. En plus, les autorités régionales ont encouragé l'initiative économique des migrants.
Les priorités de développement visées par l'initiative	Au Sénégal, le développement rural par l'entrepreneuriat et l'usage productif des envois de fonds ; la capitalisation des programmes de retour ; la cohésion sociale visant des groupes spécifiques de la population (les jeunes et les femmes) par la notion d'entreprise sociale
Les mécanismes (dialogue, échanges, structures de coordination) qui encourageant la cohérence entre la migration et d'autres domaines de politiques.	L'occasion qu'a le Confesen de construire un dialogue et de faire participer les autorités publiques et les acteurs économiques a été possible grâce au capital social reçu par l'intégration positive au pays de destination et sa capacité à maintenir de forts liens avec les territoires d'origine. En plus, Confesen a accompagné des groupes de retour et a construit un programme pour les PME des migrants, avec les fonds italiens et la coopération des autorités au Sénégal.
Les facteurs qui ont fait réussir cette initiative	L'un des points forts du Confesen en ce qui concerne sa relation avec les autorités locales, est sa capacité à assurer un dialogue ouvert entre les territoires de destination et d'origine, ainsi qu'à créer une relation entre eux. Les autorités locales sont plus motivées car les activités sont liées à différentes dynamiques en matière de mobilité, visant à réaliser leurs objectifs pour le développement par une approche entre plusieurs acteurs. En plus, on peut citer : l'importance accordé aux connaissances, la réponse aux phénomènes réels de la mobilité permanente ou temporaire et l'augmentation des capacités des autorités locales, grâce à la coopération entre les secteurs privés des diasporas, pour contribuer de forme efficace aux processus de développement local.
Les obstacles et les difficultés	Au Sénégal, le manque de fonds et de mécanismes structurés dédiés au concept de la migration et du développement.

5.7 Tres por Uno au Mexique. L'investissement conjoint des diasporas et des gouvernements du pays d'origine

IDENTIFICATION	
Autorité locale	Au début, l'état de Zacatecas au Mexique. Actuellement 26 états au Mexique et leurs municipalités
Priorité en matière de migration et développement	Les envois de fonds
Départements de l'administration impliqués	Les Départements: Social, de l'Education et de la Culture. .
Les partenaires impliqués dans la même communauté	Hometown Associations (HTA) (diasporas et leurs homologues dans les pays d'origine)
Les partenaires impliqués des autres contextes / pays	Hometown Associations et les partenaires privés
Pays	Le Mexique – Les Etats-Unis
Site internet	Non disponible
Budget disponible	Non disponible
Sources de financement	Publiques et privées (les envois de fonds collectifs). Pour un dollar investi par les migrants dans les projets dans leur ville d'origine, les gouvernements Fédéraux, de l'Etat et municipaux en contribuera d'un dollar (3x1).
DESCRIPTION	
Les éléments principaux de l'initiative : une brève description	<p>Ce programme réussi a été commencé par les Hometown Associations (HTAs), qui ont uni les migrants mexicains résidant surtout aux Etats Unis. Créé pendant les années 60 comme des groupes de migrants qui se sont aidé en cas de problème. Le nombre de HTAs a augmenté avec leur capacité financière, à tel point qu'elles ont pu financer des projets petits d'infrastructure, comme la réparation des places, des églises, des centres sportifs. En 1986, le programme 1x1 a été lancé : l'état de Zacatecas contribue d'un dollar pour chaque dollar investi par les HTAs dans les communautés de cet état. En 1993 le programme est devenu 2x1, avec le soutien de l'état fédéral. De 1993 à 1999 on a vu la complétion de 310 projets basiques d'infrastructure, grâce à ce programme. En 1999, le programme est devenu 3x1, comme c'est le cas aujourd'hui, avec la contribution des municipalités. Depuis 2001, le Ministère du Développement Social (SEDESOL) a dirigé le programme, par l'initiative des HTAs. Un Comité de Validation et d'Attention aux Migrants (COVAM) évalue les propositions et décide quelle est le plus urgente. Un projet pourrait couter 290.000 dollars. En 2005, 18% des municipalités mexicaines avaient déjà participé au programme. Quelques solutions telle que la construction de routes et d'églises, et la réparation de bâtiments et d'églises. En 2006 Western Union, la plus grande agence de transfert global, est entrée dans le programme, élevant ainsi le programme au rang de Cuatro por Uno (4x1), et ouvrant la participation au secteur privé.</p>

Objectifs de l'initiative	(1) Pour les HTAs, le programme représente l'opportunité de contribuer au développement dans leur communauté d'origine. (2) Pour les gouvernements, le programme est un bon outil pour attirer l'investissement dans le développement et l'infrastructure locaux. (3) L'établissement des liens communs est un objectif général
Bénéficiaires	Les communautés locales mexicaines
Les besoins locaux adressés	L'élaboration des mécanismes pour utiliser les envois de fonds de manière plus productive et collective. Le programme 3x1 ne donne pas que des fonds utilisés dans un but collectif, mais il crée aussi un effet qui permet d'investir dans des projets plus grands dont toute la communauté profite.
CONTEXTE	
Le processus de prise de décisions qui a lancé cette initiative	Le 3x1 fait partie d'une approche ascendante qui encourage l'initiative des Mexicains dans les HTAs qui sont allés aux Etats-Unis. Pendant les années 80, l'état de Zacatecas a reconnu l'importance des envois de fonds collectifs, lançant ainsi le premier programme. La participation financière au niveau fédéral et local a démontré la valeur du programme et la volonté de l'améliorer.
Les priorités de développement visées par l'initiative	Le 3x1 était dirigé vers les projets pour le développement social et l'infrastructure basique. Néanmoins, l'impact positif sur la pauvreté a été limité et les marchés locaux sont encore faibles. Pourtant, récemment l'initiative a changé vers l'investissement productif.
Les mécanismes (dialogue, échanges, structures de coordination) qui encouragent la cohérence entre la migration et d'autres domaines de politiques.	Le mécanisme principal de cohérence est atteint grâce au fait que tous les niveaux du gouvernement sont impliqués. Le comité qui étudie les projets a été établi dans le but de prévenir la duplication des activités. Un autre mécanisme de cohérence est la présence des représentants de HTAs aux Etats-Unis comme au Mexique.
Les facteurs qui ont fait réussir cette initiative	(1) La participation des émigrés et de la société civile à tous les niveaux des processus de prise de décisions. (2) Le dialogue et l'interaction à travers les frontières. (3) L'usage des envois de fonds collectifs pour des projets communautaires élargit la base des gens profitant des ressources financières des migrants. (4) Le programme inclut une approche transnationale qui augmente les connaissances sur les processus de développement. (5) La participation des trois niveaux du gouvernement, alors que cela est parfois complexe, garantit l'investissement public.
Les obstacles et les difficultés	Alors que le programme a reçu plus d'intérêt national, il existe de grandes parties de la communauté bénéficiaires qui semblent ne pas le savoir – ceci est dû surtout à la capacité limitée des autorités locales à coordonner la communication publique autour du programme. Il y a eu des difficultés aussi en ce qui concerne la coordination des différents intérêts des gouvernements centraux et locaux, en particulier vis-à-vis de l'approbation de certains projets. Selon l'évaluation, le niveau local a toujours des structures faibles en termes de transparence, de responsabilité, d'évaluation et du suivi des projets. Sans doute, le 3x1 a apporté plus d'avantages sociaux aux communautés d'origine que les voies de transfert traditionnelles. Cependant, les économies locales et régionales des communautés locales bénéficiaires ne démontrent pas toujours de grand changement en ce qui concerne la réduction de la pauvreté ou les conditions de travail adéquates.

6 Les bonnes pratiques – quelles leçons à en tirer?



Foire des connaissances sur la migration et le développement. Décembre 2008. 2^{ème} jour

En somme, notre voyage à travers les expériences des autorités locales a montré que, dans des contextes différents, elles tendent à se différencier en ce qui concerne leurs niveaux d'engagement et leur capacité.

Quant à la **cohérence des politiques**, à cause du large éventail de domaines qu'englobent la migration, le développement, les ministères et les organismes gouvernementaux différents qui s'en occupent, l'expérience des quelques autorités locales qui ont réussi à atteindre la mise en place des programmes intégrés indique que si l'on aspire à la synergie entre les politiques de migration et de développement, il est important d'investir dans la mise en place et dans le maintien durables des programmes institutionnels qui servent de réseaux de dialogue et de coordination. Pendant le processus d'évaluation par leurs homologues, la plupart des administrations locales ont souligné le besoin de travailler en partenariat avec un grand nombre d'acteurs, afin d'améliorer l'efficacité et la durabilité des politiques visant à améliorer l'impact du développement sur la mobilité internationale.

Il est dans l'intérêt des autorités locales tant dans les

pays d'origine que ceux de destination d'encourager la représentation structurée des groupes de migrants. À plusieurs occasions, pendant le processus d'évaluation entre homologues, on a souligné le lien entre l'intégration réussie des migrants et la mesure dans laquelle ils sont efficaces dans leur contribution au développement. Les migrants devraient être encouragés à contribuer au développement local et le plan de développement local devrait tenir compte de toutes les dynamiques sociales et économiques sur un territoire déterminé. On estime que les processus de consultation locale jouent un rôle important dans la promotion de l'intégration des questions liées à la migration dans les plans de développement locaux et régionaux, ainsi que dans la promotion de la cohérence entre les politiques de migration et de développement. Une meilleure intégration sociale et économique dans les structures et institutions des sociétés d'accueil pourrait servir d'incitation à un engagement plus transnational en politiques de développement. Il est nécessaire de promouvoir la création des associations de migrants orientées vers des objectifs de solidarité et de développement. Tant les autorités locales comme les représentants

des associations de migrants ont souvent fait référence à l'importance de recueillir des propositions concrètes des migrants et ce à chaque étape, dès leur participation au début du processus de la création et de la mise en place des politiques et des pratiques spécifiques. L'expérience montre que **l'appropriation** du projet par les migrants est renforcée quand il existe une contribution directe des groupes de migrants en matière de capital humain (compétences et capacités), de capital financier (l'investissement ou la mise à disposition des fonds pour le développement), et de capital social (la facilitation des relations et l'approfondissement des réseaux familiaux et sociaux pour une meilleure coopération et une action conjointe entre les pays d'origine, de transit et de destination)

L'introduction et l'intégration des migrants peuvent inciter le capital humain et financier nécessaire pour rapprocher l'expérience migratoire des individus ou des groupes avec le développement de leur pays d'origine. Même si la plupart des Etats-Membres de l'Union Européenne n'a pas de politique nationale d'intégration, et les autorités locales n'ont pas de compétences formelles en matière d'intégration, un nombre croissant de régions et de communes dans l'UE créent et mettent en place des programmes d'intégration. Ils commencent à la fois des projets de migration et de développement financés par un groupe de donateurs divers. Bilan : une approche hétérogène même entre les territoires d'un seul pays, comme l'ont souligné les associations de migrants qui ont participé au sondage. Les programmes d'intégration incluent les cours de langue, les lieux de réunion pour le dialogue culturel, le soutien des initiatives contre la discrimination et la xénophobie, et d'autres expériences variées, visant les citoyens européens comme les ressortissants d'autre pays. Dans de telles initiatives, la migration comme facteur possible pour les pays d'origine est toujours une approche peu commune. Toutefois, ces expériences peuvent avoir des externalités positives, concernant la responsabilisation des migrants. Chaque fois que les migrants mieux intégrés acquièrent plus de compétences, plus de ressources sociales et économiques, ils sont plus capables non seulement de prospérer dans la société d'accueil mais aussi de contribuer à leur communauté d'origine. Pourtant, ces facteurs possibles ne seront pas automatiquement une pratique courante à moins qu'il n'existe une compréhension exacte, ainsi qu'une volonté et un mandat forts pour aborder l'intégration dans le cadre des dynamiques globales, des relations extérieures, et du

développement conjoint des zones d'origine et de destination.

Il est important que les autorités locales puissent dépendre d'une **base de connaissance** solide: la durabilité des prises de décisions politiques doit se baser sur une preuve empirique claire des tendances sociales et économiques pour garantir que les politiques se concentrent sur les besoins et les exigences existants. Cela assure que les politiques ne se détachent pas des vraies tendances socio-économiques. Les dynamiques de la migration ne sont statiques : les initiatives d'une politique doivent s'adapter aux développements démographiques sociaux et économiques. L'exposition à l'expérience et aux méthodes développées dans des autres contextes peuvent aussi faire partie de la base de connaissance locale.

Surtout étant donné que la migration et le développement sont de nouveaux champs d'action, ils exigent des outils de **suivi et d'évaluation** fiables qui permettent l'ajustement progressive des options analysées

Pour obtenir une approche durable et participative à la gouvernance de la migration, il est important, non seulement de pouvoir compter avec une volonté politique nécessaire, mais aussi que les administrations et les acteurs aient la **capacité interne** de créer et de mettre en place des politiques efficaces.

Aussi faut-il s'assurer que les objectifs fixés par les différentes initiatives pour la politique de migration soient compris et acceptés, non seulement par les autorités gouvernementales et leurs partenaires sociaux et privés, mais aussi par les citoyens. Un programme complet pour la gestion de la migration, actionné par l'engagement politique devrait aussi être compris y appuyé par l'opinion publique, et se renseigner aussi sur l'attitude de la communauté. Quand on remarque que les initiatives politique sont considérées être la motivation et la réflexion véritables des intérêts locaux, un tel soutien apporte des avantages à longue durée. La **communication publique et la propagation adéquate des informations** sont des outils indispensables en matière de politique de migration et de développement.

7 La contribution des politiques

Cette dernière partie s'intéresse à comment la politique locale peut augmenter les avantages du processus de migration et de développement, et suggère les instruments politiques avec lesquels les autorités locales peuvent faire la différence

Les autorités locales ne peuvent pas simplement superposer leurs propres modèles (réussis) aux autres administrations.

La réussite d'une initiative dépend, de façon générale, des facteurs locaux. Les voies et les approches avec lesquelles les autorités locales orientent l'impact de la migration sur le développement et sur leur territoire devraient être en accord avec leurs priorités, fonctions et particularités.

Néanmoins, en prenant comme exemple les autorités locales qui ont été les plus actives dans le changement des flux de mobilité en leurs bons résultats en matière de développement, il est important de faciliter le transfert des éléments principaux des accords politiques ou institutionnels qui ont été efficaces.

- La communication et le travail entre tous les départements suffisent parfois pour améliorer la cohérence politique, mais dans plusieurs cas, il en faut plus. On peut y inclure des accords intentionnels adéquats, à plusieurs niveaux, pour assigner les responsabilités et identifier les rôles spécifiques de chaque groupe impliqué. Le renforcement de la cohérence institutionnelle, permettra l'identification, à son tour, des points centraux dans l'ensemble des départements et des secteurs gouvernementaux, assurant ainsi une meilleure communication entre l'administration et les autres acteurs. Le but est de promouvoir la participation dans la planification, le consensus et le soutien aux initiatives politiques.
- La répartition opérationnelle des responsabilités devraient aussi se compléter avec l'élaboration des méthodes de coordination efficaces parmi les départements qui s'occupent des aspects différents de la migration, ce qui encouragera

dans un proche avenir

la cohésion globale des approches et des initiatives mise en place par les autorités locales, ainsi que les politiques générales liées à la migration.

- Pour assurer l'appropriation locale des processus et des résultats des politiques, il faut faire participer, de manière active et régulière, les partenaires qui ont un impact direct sur la politique de migration, tels comme les structures gouvernementales, les organisations des travailleurs et patronales, et les organisations non-étatiques. Cela est essentiel pour la durabilité à long terme. L'insistance sur la coordination et les partenariats aidera à réduire la répétition, et apportera plus aux réseaux existants. On peut l'obtenir par l'usage des approches participatives à toutes les étapes de la création d'une politique, de la planification de la surveillance et de l'évaluation, et la mise en place de réunions régulières de discussion.
- On devrait mettre les partenariats transnationaux en réseaux de dialogue régional ou multilatéral existants, pour assurer l'efficacité et la durabilité de ce champ de la politique.; La Comité des régions et ses initiatives locales, telles que l'ARLEM sont à la pointe dans ce domaine.
- Encourager la participation des migrants dans les sociétés d'accueil, ne veut pas dire nécessairement que les politiques visent uniquement les migrants. Les politiques de migration sont celles qui concernent toute la population. Adapter les programmes aux migrants pourrait avoir des effets négatifs sur leur intégration dans la société. Les programmes devraient, dans la mesure du possible, suivre un approche intégrante qui encourage les migrants à être actifs dans la société.
- Il est recommandé de faire participer tous les segments de population dans la prise de décisions politiques. Il est dans l'intérêt des autorités locales d'encourager l'établissement d'une représentation solide des communautés de migrants, et que ces représentants soient considérés comme des acteurs importants pendant le processus de prise de décisions

politique. Selon leur profil de migration, on devrait engager les émigrés.

- Le suivi et la planification des activités des associations de migrant formellement inscrites aideront à établir une plateforme interactive pour les contacts et les échanges réguliers qui auront lieu entre les autres associations de migration. Etant donné l'importance pour les autorités locales d'avoir des homologues fiables qui représentent les groupes non-étatiques, il est important de définir une série d'indicateurs qui les orientent dans l'identification des associations de migrants qui représentent ce groupe fidèlement.
- La capacité est un élément important dans le processus d'engagement d'une autorité locale dans un domaine politique relativement nouveau. Les séances pour la construction des capacités doivent s'adapter aux besoins spécifiques des administrations en question, afin de développer des compétences, de sensibiliser les personnes impliquées, et de renforcer les systèmes légaux correspondants. Ces séances peuvent inclure la formation dans la classe et les visites d'étude pour mettre évidence l'expérience des autres, ainsi que les ateliers et les séminaires, conçus comme des initiatives participatives pour le développement d'un processus de dialogue durable,
- Les investissements pour les capacités devraient viser les administrations locales mais aussi les acteurs non-étatiques pertinents, en incluant les syndicats et les représentants patronaux.
- Les actions futures devraient aussi examiner les possibilités de faire des projets de jumelage permettant aux administrations dans la région d'avoir un aperçu de l'expérience et des méthodologies utilisées ailleurs. La possibilité d'accéder au soutien de la communauté pour de tels projets pourrait être notamment examiné dans le Programme - cadre pour la recherche et le développement de l'Union Européenne.
- Il est très important de soutenir l'établissement

d'une infrastructure de recherche locale sur la migration, ou, alternativement, d'inclure la migration comme une étude des structures de recherche existantes. On peut aussi se concentrer sur le suivi et l'analyse régulière des tendances du marché du travail et des processus socio-économiques affectés par les flux de migration.

- Il faut assurer la propagation des informations aux différents secteurs politique de l'administration, à tous les autres niveaux de l'administration, et à toute la population. Les autorités locales avec des forts taux de migration devraient en particulier investir dans l'accès, avant le départ du pays d'origine, aux informations concernant les voies légales de migration, les opportunités de travail à l'étranger, et les services de soutien pour la réintégration des migrants, en incluant la création d'une PME. Les associations d'émigrés et les migrants retournés dans leurs pays, ainsi que les gouvernements locaux et les institutions non-étatiques, peuvent être étroitement impliqués dans les contacts avec les migrants et dans l'élaboration des campagnes informatives. Dans les sociétés d'accueil, les administrations locales, devraient s'assurer que les migrants ont accès aux informations fiables sur l'assistance à leur disposition, leurs droits et leurs obligations, aux services locaux de l'emploi, et à la coopération de la société civile. On devrait chercher à avoir une coopération des associations de migrants afin d'élaborer des campagnes informatives efficaces.
- Finalement, dans les pays où la décentralisation n'est pas mise en place ou est incomplète, les autorités locales devraient continuer avec des négociations avec le gouvernement central, d'essayer de développer leurs compétences en ce qui concerne les aspects sociaux et économiques. Ce genre d'efforts peut recevoir le soutien des différentes agences humanitaires internationales.

*Du Migration au Développement
Les leçons tirées des expériences des
autorités locales*

Coordination scientifique



Nomisma - Società di studi economici
Strada Maggiore 44 I-40125 Bologna
nomint@nomisma.it
www.nomisma.it

Groupe de travail

Anna Lucia Colleo (coordinatrice)
Sandra Rainero (co-rédacteur 3.1; 5)
Simonetta Basso (co-rédacteur 6)
Federico Fontolan (co-editeur 4; 5)

Remerciements

Ce rapport n'aurait pas été possible sans la contribution de beaucoup de personne. Nous sommes particulièrement reconnaissant des contributions inestimables d' Iris Alexe de la Soros Foundation à Bucarest, ainsi que du soutien d' Ana Urcullu, de Yolanda Nicolau, de Juan Carlos Niembro, d'Eulàlia Rifé i Soler et de Michael Chochinov.

Concept graphique et mise en page

Lai-momo Soc. Coop., Sasso Marconi (BO)
www.laimomo.it

Pour en savoir plus sur la Local Authorities Network Team:

Sandra Rainero
Veneto Lavoro
Via Ca' Marcello 67 – I 30172 Mestre
(Venezia)
sandra.rainero@venetolavoro.it

Pour en savoir plus sur ce rapport :

Anna Lucia Colleo
Monitoring Centre Migration, Economy,
Society
Nomisma – Società di studi economici
www.nomisma.it/migrazioni
Tel +39 051 6483194 anna.colleo@nomisma.it

Fédération Valencienne des Communes et
des Provinces,
Guillem de Castro 46
46001 Valencia ES
www.fvmp.es

Initiative Conjointe pour la Migration et le
Développement CE-ONU
UNDP Brussels office
14 Rue Montoyer Brussels 1000 Belgique
www.migration4development.org
jmdi.pmu@undp.be

Ce document est une synthèse du rapport
complet en anglais «From Migration to
Development», qui se peut télécharger sur le
site internet

www.migration4development.org

